



Spécial Ripoux: FEUQ, Dubuc, L'Actualité, p.3



De la philo à Noël: Dieu et la souffrance, p.6



Éducation: le problème et la solution, p.8

# Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 11 • n° 03 - 04 Déc. 2007 - Janv. 2008 3,50\$

## La droite est une conspiration

**L**A DROITE S'INSTALLE plus fermement et plus redoutablement un peu partout en Occident. Cette droite, y compris celle de la France avec Sarkozy, et ici par exemple celle de Harper, s'articule sur le système impérialiste américain. Ces ralliements inconditionnels, particulièrement évidents maintenant, ne sont pas des phénomènes isolés.

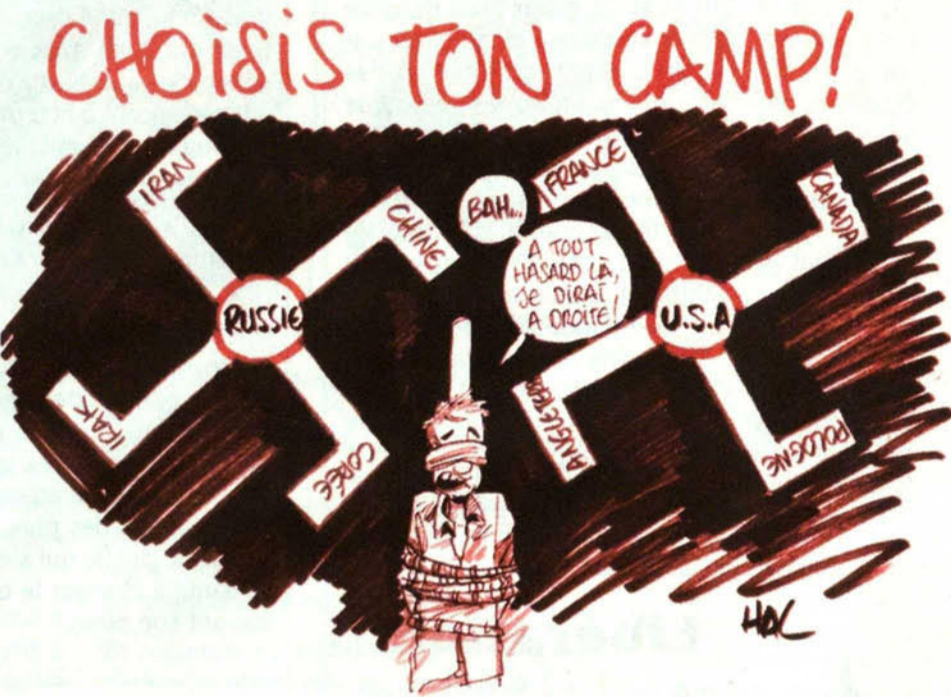
L'Otan, dont Paris maintenant se rapproche, est en train de reconstituer des antagonismes de grandes puissances ou de blocs comme au temps de l'URSS. C'est là que mènent directement les volontés hégémoniques américaines au Moyen Orient et ailleurs, avec l'accompagnement des satellites que nous sommes.

La terre entière ne se soumettra pas aux ambitions américaines, appuyées soient-elles par la Grande-Bretagne, par la Pologne et maintenant ouvertement par la France et d'autres pays. Il en résultera une nouvelle situation conflictuelle entre super-puissances, reproduisant à l'identique les conditions de la guerre froide. Cela commence à être le cas, on le voit déjà par l'installation du système anti-missile en Pologne et par la réplique armée annoncée par la Russie.

Il y a d'autres indices de la progression rampante de la droite dans l'Occident industrialisé, y compris au Canada, y compris au Québec. Pour la Grande-Bretagne, queue de veau des États-Unis, cette vassalisation a lieu depuis longtemps. De Gaulle la remarquait déjà. La Pologne, la pauvre Pologne historique, s'est vendue elle aussi aux États-Unis. Et maintenant, en France, le diminutif Sarkozy, qui ne comprend rien à la grandeur ni à l'indépendance de son pays, est en train de l'offrir gratis aux États-Unis, après avoir recruté dans ce but quelques transfuges « socialistes » pro-guerre d'Irak comme le toubib sans frontières Krouchner.

Il ne s'agit pas de phénomènes-champignons détachés les uns des autres et plus ou moins fortuits. C'est plus profond que cela. La Réaction est à l'œuvre et elle est internationale. Les États-Unis, dans leur politique, englobent un nombre croissant d'États, dont la marge d'autonomie se rétrécit. La France du Diminutif s'offre, se livre, méconnaissable. Cela ressemble à une trahison.

Et le Canada? Harper, lui aussi, nous vend littéralement, se conforme à la politique armée de Washington, entretient la guerre du Moyen Orient avec nos troupes, accentue le recrutement



de l'armée, ne cherche qu'à complaire aux États-Unis et à leur politique rétrograde. On le voit non seulement à son militarisme mais à divers signes, par exemple, récemment, à propos de la peine de mort...

**La Droite tente de s'imposer à l'humanité par les armes, par une diplomatie racoleuse, par le marché, par la propagande.**

Localement, au Québec, la droite, avec Charest, après le Suroît, après Orford, tentatives avortées, continue de sévir, cette fois au sujet du port méthanier.

Le néo-duplessisme de Mario Duvent fait partie de cette vague inquiétante de non-résistance à une droite proliférante en Occident.

La gauche, la gauche comme mot d'ordre, la gauche comme action consciente et conséquente, ouverte et proclamée, raisonnable et mesurée, s'imposerait donc maintenant comme une riposte et comme un obstacle à la conspiration spontanée d'une droite dont l'ampleur en même temps que les moyens menacent tout ensemble la paix, la souveraineté d'États comme la France et le Canada, ainsi que la démocratie, la justice sociale, la culture.

Cette droite programmée constitue un phénomène historique en soi. Il importe de la regarder ainsi, de l'isoler par l'analyse, d'exercer contre elle une opposition ciblée. Il faut agir sur le singulier (politiques de Harper, de Charest,

de Dumont). On ne doit pas y voir des politiques non liées entre elles, mais plutôt, au contraire, comme faisant partie d'une politique de fond, celle-ci trahissant clairement à certains moments son origine comme on le voit par la soudaine orgie de dépenses militaires canadiennes accompagnée de notre présence belliqueuse en Afghanistan. La Droite tente de s'imposer à l'humanité par les armes, par une diplomatie racoleuse, par le marché, par la propagande. C'est d'une mouvance qu'il s'agit, d'une entreprise universelle.

Comment ne pas voir par exemple que les politiques de Harper sont dans ce courant? Elles découlent d'une influence apparemment lointaine, mais immédiate en réalité. Comment expliquer Sarkozy? Comment expliquer l'occupation de l'Afghanistan? Et les glissements de Charest? Et Hillary Clinton? Et les attaques contre Chavez, pareilles à celles qui en 1973 eurent raison d'Allende au Chili et installèrent Pinochet à sa place?

La droite, locale, n'est pas que locale. En fait, elle est surtout internationale et dominée par les USA. La Droite est une conspiration silencieuse, spontanée, mais réelle. Celle-ci est si profonde que l'observateur ordinaire n'en aperçoit généralement que les effets proches et particuliers.

Il importe que les commentateurs, en ce qui la concerne, retrouvent dans leurs analyses quelque chose qui s'inspire du sens de l'histoire et d'une certaine transcendance du raisonnement politique.

PIERRE VADEBONCOEUR

Notre livre «10 ans de Couacs» est maintenant disponible!



ON VOUS L'AVAIT ANNONCÉ, le voici: «10 ans de Couacs» regroupe les meilleurs articles du mensuel satirique francophone le plus lu en Amérique du Nord!

Plus d'une quarantaine d'auteurs ayant été publiés en nos pages durant la dernière décennie proposent des textes qui donnent à penser et, considérant le monde dans lequel on vit, à nuire. S'il n'était que cela, «10 ans de Couacs» serait déjà une perle rare.

Mais le livre va plus loin en proposant, au fil de ses dix chapitres, une analyse globale de notre société. En suivant la recette éprouvée du «PPC» (Peur, Protection, Contrôle), l'enchaînement de ses chapitres montre que lorsque vous créez un climat de peur permanent et que vous offrez ensuite la protection contre l'ennemi, vous obtenez le parfait contrôle de la population pour faire vos petites affaires tranquillement... Bref, un grand soufflé qui ne demande qu'à être dégonflé par l'esprit critique, ce que ce livre, on l'espère, favorisera.

Comme les anthologies de journaux indépendants québécois ne pleuvent pas, nous sommes convaincus qu'en votre qualité de lectrices et de lecteurs assidus du Couac, vous vous procurerez sans hésiter votre exemplaire. Et quelle belle occasion, également, d'acheter quelques cadeaux de « Nowel » pas trop cons pour faire rire le beau-frère tout en le faisant réfléchir un peu!

Et comme Le Couac n'a pas encore été racheté par Quebecor et que nous disposons de moyens de diffusion, disons, moindres que ceux de PKP, nous vous invitons à faire circuler la bonne nouvelle dans vos réseaux! Il en va, comme vous le savez sans doute, de la survie même d'une presse indépendante au Québec.

Vous pouvez commander le livre par la poste au coût de 28 \$ (25 \$ + 3 \$ de frais d'envoi). Envoyez votre chèque fait à l'ordre de « Le Couac » au 1872 Gauthier, Montréal, Qc, H2K 1A3. N'oubliez pas de nous indiquer clairement votre adresse postale. Pour plus d'un exemplaire (et donc catégorie « colis » de Poste Canada), veuillez nous contacter au (514) 596-1017 pour avoir le prix exact.

L'ÉQUIPE DU COUAC

## De la littérature et de la brasseuse de vent

**L**A GRENOUILLE voulant se faire plus grosse que le bœuf a trouvé une parfaite illustration en la personne de Denise Bombardier alias Sa Suffisance AKA B-52. Sur Radio Canada, je l'ai ni plus ni moins entendue dire, lapidaire, péremptoire, qu'en matière de littérature deux points ouvrez les guillemets « J'ai du talent ». Rien que ça! À quand Denise Bombardier dans la Pléiade, coincée entre Balzac et Camus? On se demande où Sa Suffisance a appris la modestie. Ne parlons pas d'humilité, nous verrons cela ultérieurement, quand on descendra son cerceau en forme d'avion dans la tombe de la cour à scrap, avant que les asticots et la rouille se mettent au boulot.

Depuis quand un auteur peut-il s'autoproclamer talentueux? Seuls quelques lecteurs attentifs peuvent le dire, personne d'autre. J'ai publié dix romans ces dix dernières années (dont 3 chez le plus respecté des éditeurs parisiens), mais je ne m'imagine pas une seule seconde en train de dire dans les médias ou assis sur ma toilette que j'ai du talent. Parce que le monde s'en fout!

Pour finir en apothéose, Sa Suffisance a conclu l'entrevue en confiant qu'elle vivait une période faste sur les plans familial (et un petit coup de brosse à reluire pour le fiston!), professionnel et intime. Une fraction de seconde, j'ai retenu mon souffle, j'ai cru que la Denise allait nous faire un orgasme de bonheur médiatique en direct. En raison de sa forme phallique, j'ai même craint pour le micro. Quel idiot! Avec la langue de bois qu'on pratique à la radio, il n'y avait aucun risque de voir le plaisir au rendez-vous.

Si un jour elle redescend sur terre, B-52 devrait méditer cette vérité de Michel Audiard: « Les cons, ça ose tout, c'est même d'ailleurs à ça qu'on les reconnaît. »

En ces temps d'écologie à tout va, les éoliennes (ces grosses machines qui brassent du vent) ne poussent pas que sur les reliefs de Gaspésie, on entend aussi le ronronnement des pales de Bombardier l'après-midi à la radio.

JACK DEBONCOEUR

**A PARAÎTRE: UN BEST-OF DE DENISE BOMBARDIER!**



## Fini le niaisage

Pour la période des fêtes, Option Consommateurs recommande aux parents d'offrir directement de la peinture au plomb à leur enfant, plutôt que de gaspiller leur argent avec des jouets chinois qui risquent d'être rappelés.

MUSIRONIE

## Écologisme

André Arthur a été sauvé par la police des mains d'un forcené qui tentait, sans succès, de le faire rentrer dans un bac de recyclage à la pointe d'un fusil. Une fois maîtrisé par les forces de l'ordre, le déséquilibré aurait déclaré vouloir faire sa part durant la semaine de réduction des déchets au Québec.

MUSIRONIE

## Humour médiatique

L'Association canadienne des radiodiffuseurs a remis un Ruban d'or à TVA pour sa couverture de la fusillade au Collège Dawson. Elle s'est ensuite auto-décernée une palme dans la catégorie humour pour cette excellente blague.

MUSIRONIE



### PETITS NUAGES DE FUMÉE (Tchiize) par Marc Tessier

Dans la veine autobiographique et pour le développement d'une BD d'auteur à saveur artistique québécoise, Tessier se pose en apôtre depuis les années 80. D'abord porté sur le cinéma, il découvrirait la BD par le biais d'amis et contribuerait à son essor à titre de scénariste, de photographe (roman photo BD), éditeur et coordinateur du collectif Cyclope à ses débuts. Cet esprit collectiviste marque ce nouvel album que certains qualifieront à tort de para BD... Et pourtant, tout en explorant son propre cheminement (notamment en explorant ses racines familiales, son enfance et sa quête philosophale en Inde) l'auteur témoigne de l'éclosion de la BD underground au Québec en écrivant une page d'histoire effervescente où les créateurs se sont rassemblés pour sortir de l'anonymat et démystifier un

Cet ouvrage de Marc Tessier, un pionnier de la BD d'auteur québécoise.

PAR LES CHEMINS NOIRS, 1. Les Prologues (Futuropolis) par David B.

Auteur membre fondateur de l'Association pour le moins étrange qui navigue dans les eaux stagnantes des marais de l'histoire et de la mémoire; où l'inconscient et les rêves lui croissent des récits sombres, romancés et quelque peu hallucinés. Ces Prologues ne s'écarte pas de ses thématiques chères: la guerre et la cupidité. Ici l'écrivain italien et Commandant D'Annunzio - un

précurseur du fascisme à force de célébrer une certaine volupté féroce héroïque, entre dans Fiume (Rijeka - Yougoslavie) pour l'offrir au gouvernement italien... Collant au caractériel exalté, ce récit met en scène d'innombrables bagarres générales dans les rues (le livre s'ouvre avec l'une de celle-ci), de guerres intestines, de conflits larvés et d'opérations proches du gangstérisme pour se re-subtiliser des butins provenant de pillages à une faction ennemie. Une idylle entre deux protagonistes constitue une sorte de métaphore des scories de discours antagonistes fusant au sein d'un haut-commandement forcené. À sa façon, telle l'œuvre de Tardi, David B. ébranle les fondements de la guerre; les refuse!

ELLE(s), Alice, Charlotte & Renaud (KSTR) de Bastien Vivès

Quasiment un roman savon moderne avec une paire de jeunes filles un rien délurées mais, surtout de celles qui sont de plein pied dans ce monde factice où tout s'achète à commencer par son échelon social en bûchant fort au cours des études et, plus prosaïquement, un style en vogue avec quelques guenilles prêtes à porter... Sans compter que le jeune dessinateur affuble une des deux copines d'une paire de seins que l'on pourrait confondre avec des Zeppelin. Déboule là-dedans un garçon balourd et un peu plus vieux qui grippe la machine et, apparemment malgré lui - sauf en étant lui-même, apporte un vent d'authenticité et chamboule toute l'affaire. Aussi bêtement comique que ridiculement tragique nous voici dans une réalité toute nue, de celle qui évolue, abordée graphiquement à grands traits dégingandés.

VALENTIN TARDI



TORNGAT, You could be (Alien8 Recordings)

Lancé à la mi-octobre à la Sala Rosa ce trio instrumental de Montréal présente un disque dont la musique ondoie à l'oreille tels des blés bien mûrs. Se résumant par la formule: cor français (un bonheur en soi!), claviers et batteries, Torngat, qui pourrait s'inspirer de la montagne du même nom dans le Labrador lors de certains passages nous transporte aux confins de nous-mêmes, évoquera parfois des musiques enfantines et d'autres ritournelles fantaisistes. Mouton noir, A super hero anthem ou Minute by minute sont des exemples de pièces inventives qui se situent hors du temps; comme en apesanteur pour faciliter certains passages...

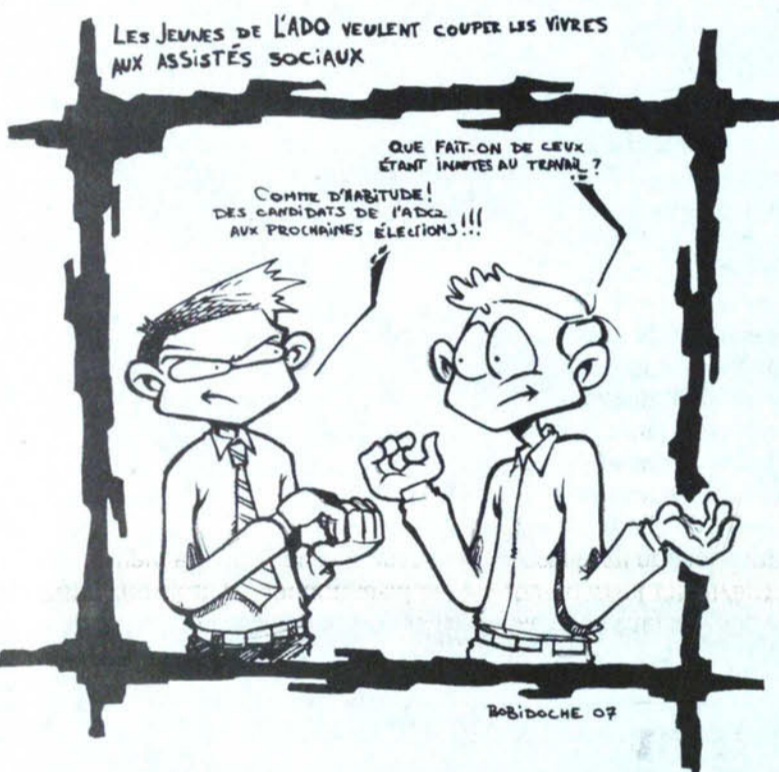
CAMIONNETTE, Jouer dans les airs (Iconoclaste/ DEP)

Ce quatuor féminin québécois s'annonce comme étant la perle rare qui ne s'en laisserait pas imposer par la rock bizz. C'est effectivement assés frais comme mouture mais malheureusement superficiel au niveau d'une musique rock peinarde et de textes qui n'avancent à peu près nulle part. Il y a bien *Moyen*, sur un gars qui pourtant se crois le coup du siècle... Mais, est-ce que ce discours ne collerait pas tout autant au groupe?

LES COWBOYS FRINGANTS, Au Grand Théâtre de Québec (La Tribu/ Select)

Une des plus grandes qualité de ce groupe fétiche de la belle province reste bien sûr d'avoir su évoluer en étant toujours un peu approximatif et imperturbablement rigoureux dans des textes au ras des pâquerettes ancrés dans la culture populaire folkloriques tout en dénonçant la grande arnaque; en la traquant dans les mensonges multiples qui nous sont servis comme des vérités. Ce double disque se présente tout bonnement comme une sorte de compilations des plus grands succès du groupe dans un format spectacle public qui sied à merveille à des bêtes de scène intranquillante à changer le cours, à leur mesure, du pillage planétaire battant son plein.

RAMON VITESSE



## Libération

On apprend en dernière heure qu'après son voyage au Tchad pour récupérer des journalistes et des hôtes, on s'attend à ce que le président Sarkozy viennent bientôt chez nous à Montréal pour récupérer Christobal Huet.

MUSIRONIE

## Compétition déloyale

Après des années à pratiquer le jaunisme dans ses pages journalistiques, Québécois a décidé de s'assumer et annonce qu'elle fera compétition aux pages jaunes.

MUSIRONIE

## Bienvenu chez nous

La commission Bouffon, T'à l'heur a produit un premier bilan de son interminable série d'auditions publiques. Les 2 co-présidents trouvent que les québécois sont ouverts aux immigrants, surtout à ceux qui font les jobs plates dont personne ne veut et qui ne disent jamais un mot pour se plaindre.

MUSIRONIE

## PLOGUES

### ZAP 2007: La Revue de l'année des Zapartistes

(22 novembre 2007) De la débâcle d'André Boisclair à celle annoncée de Stéphane Dion, de l'embâcle de l'ADQ à celle des Conservateurs, du couronnement de Sarkozy à celui de Pauline, l'année 2007 fut fertile en hauts, mais surtout en bas.

Le hard s'envole, les avions de Bombardier s'écrasent, le climat se dérègle et les algues bleues envahissent nos lacs. Pendant ce temps, on privatise, Québec donne le feu vert à Rabaska et Ottawa tourne le dos à Kyoto.

Viaducs, agriculture, aînés et accommodements, les Québécois ont plus de choix que jamais dans le magasinage de leurs commissions!

De Kandahar à Hérouxville en passant par la Tunisie, l'imam Jaziri, le doc Mailloux, le Pape, Poutine, Chavez, Bush, Ben Laden, Harper, Layton, Mulcair, Duceppe, Charest le mal-aimé, Super Mario, et tous les maires Tremblay, personne ne sera épargné! Pas même Fidel!

Le temps des bilans approche. Aigüez vos incisives et joignez-vous aux Zapartistes pour tourner la page dans la bonne humeur. **Parce que rire est une si jolie façon de montrer les dents!**

Réservations: (514) 844-3500 ou <http://www.montrealmetropolis.ca/Metropolis>

Pour plus d'informations, consultez notre calendrier au [www.leszapartistes.com](http://www.leszapartistes.com)

## COURRIER DES LECTEURS

### Tanné de manifester

Je suis tanné de devoir manifester pour tenter de me faire entendre de nos dirigeants, élus pour nous représenter, mais qui n'ont aucune écoute. Et je ne suis pas seul, je vous le dis. L'autre jour, durant une marche, j'ai entendu: «Est-ce que Charest et Harper attendent que des kamikazes se fassent sauter devant les parlements?»

Pour ma part, pacifiste par conviction, je ne le ferai pas. Sauf que, des gens bien au diapason du sentiment populaire pourraient, lors d'un «grand moment de désespoir personnel», envisager de poser des gestes qui ne pourraient qu'avoir une portée historique...

Quand nos gouvernements minoritaires gouvernement en vase clos (sans aucune sensibilité envers l'opinion populaire) c'est, de mon point de vue, qu'ils ont un agenda pas toujours très officiel. Par exemple, à Ottawa, il m'apparaît très clair que le premier ministre a un

agenda «à la BUSH». Je veux dire que ces campagnes électorales ont été et seront financées par les lobbies à la fois des «vendeurs d'armes» et des «grandes pétrolières». Nous l'avait-il dit, au moment de se faire élire? Et à Québec, le premier ministre, qui provient du même milieu idéologique, a un agenda favorisant à outrance (un peu plus que le gouvernement précédent) les entreprises privées. Dans son cas, en se rappelant comment il a «atterri» comme chef du Parti libéral du Québec, on aurait dû le savoir. Mais nous l'a-t-il rappelé en campagne électorale?

Dans le cas de Monsieur Charest, depuis qu'il se sent en sursis, les membres de son gouvernement nous annoncent des investissements, dans les infrastructures (en dehors des programmes réguliers de la plupart des ministères) par milliards. À mon avis, c'est pour attribuer le plus possible de contrats lucratifs «aux petits amis» avant de se retrouver devant l'électorat (campagne électorale à financer) et, cette

fois-ci peut-être qu'il n'aura pas autant de chance que le dernière fois...

Bref, nos principaux dirigeants politiques n'ont aucune écoute, parce qu'il ont un agenda bien à eux, et surtout, ils ne nous en ont pas parlé au moment de l'élection où ils ont obtenu le mandat de nous représenter. Ceci a des conséquences pour l'avenir de la démocratie elle-même et pourrait avoir des conséquences très graves face à une population qui compte un nombre grandissant de personnes désespérées.

Renaud Blais

Citoyen qui en a mare de manifester et qui aurait bien autre chose à faire

### Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre ([texte@lecouac.org](mailto:texte@lecouac.org)). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

## Le Couac

c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5 Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: [www.lecouac.org](http://www.lecouac.org).

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin.

Collaborateurs: Guillaume Beaulac, Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Francine Campeau, Idéal du Chanbor, Claude G. Charron, Aziz Choudry, Marc Daoud, Jack Deboncoeur, Clôde de Guise, Philippe Hurteau, Marie-Eve Lamy, Eric Martin, Musironie, Michel Rioux, Claude St-Pierre, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Luc Giard, Hal, Serge Ferrand, Neves, Sniper, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleuses et travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.

Distribué par: Gladu distribution

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 596-1017 ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369 Imprimé au Québec

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_



# L'argent sale

« Je ne me scandalise pas des revenus élevés des dirigeants d'entreprise. Ces rémunérations s'inscrivent dans une autre logique que celle des salaires. Et surtout, ce n'est pas en dénonçant ces revenus qu'on assure la justice sociale. »

- Alain Dubuc

**D**ÉCIDÉMENT, c'est jusqu'au coude qu'il s'est fourré le doigt en l'an 67 avant JC, l'empereur Vespasien, en décrétant que l'argent n'a pas d'odeur.

Au contraire, l'argent sent.

L'argent de la job minable au salaire minimum, ça sent la sueur.

L'argent de la pension de vieillesse, quand c'est le seul revenu qui rentre, ça sent la détresse.

L'argent du BS, quand il n'y a pas moyen de faire autrement, ça sent la pauvreté.

Mais l'argent de la spéculation foncière, qui voit en quelques mois un terrain passer de 6 millions \$ à 130 millions \$; mais l'argent des primes de départ monstrueuses pour des patrons incompetents; mais l'argent de *monopoly* de ces maisons financières, banques et fonds d'investissements, qui jouent avec celui des autres; mais l'argent des stocks options dont on gratifie scandalement des PDG repus et bien gras, ça sent les égouts!

Celui de la Citibank, Charles Prince, qui a conduit son entreprise à rayer 11 milliards \$ de ses actifs pour abus de *subprimes*, a reçu 95 millions \$ pour ses bons services. Celui de Merrill Lynch, Stan O'Neal, a de son côté profité des largesses du conseil d'administration en se faisant offrir 159 millions \$ pour lâcher la job. La banque privée a perdu 8 milliards \$ avec les *subprimes*. La Bank of America a subi une perte de 3 milliards \$, JP Morgan aussi, Barclay's-Royal Bank of Scotland 12 milliards \$, UBS a vu 4,7 milliards de sa valeur s'envoler en fumée, la Deutsche Bank, 3,2 milliards \$, HSBC, 3,3 milliards \$.

Plus près de nous, Desjardins pourrait rayer plus de 2 milliards \$ de ses actifs. Banque Nationale en a déjà rayé 575 millions \$ et c'est pas fini, paraît-il. La Caisse de dépôt, comme d'habitude, pète ses propres bretelles avec des pertes qui pourraient se situer à 4 milliards \$.

Ce qui choque là-dedans, hormis le fait que ce n'est pas leur argent que ces grands financiers gaspillent, mais bien celui des autres, à l'instar de Vincent Lacroix qui a mis dans la rue des milliers de petits épargnants, c'est qu'ils se posent en Jos Connaissant, donnant des leçons de gouvernance et de rigueur administrative urbi et orbi, particulièrement aux gouvernements qui, c'est bien connu, n'ont pas la compétence du privé en ces matières!

Le moindre dérapage dans un programme gouvernemental est l'objet de condamna-

tions sans appel de la part de ces chantres du tout au privé qui, s'ils faisaient preuve d'un peu plus d'humilité, se feraient davantage discrets.

L'inénarrable Alain Dubuc, indécrottable thuriféraire de cette oligarchie, s'est fendu récemment dans *La Presse* d'une froide lecture de cette réalité. « Je ne suis pas d'un naturel populiste. Quand j'ai lu, il y a un an, que le grand

LEURS RÉMUNÉRATIONS S'INSCRIVENT DANS UNE AUTRE LOGIQUE QUE CELLE DES SALAIRES...



patron du Canadien national, M. Hunter Harrison, avait touché une rémunération de 46,4 millions, en dollars américains, l'une des plus élevées de l'histoire du Canada, je n'ai pas grimpé aux rideaux. Je ne me scandalise pas des revenus élevés des dirigeants d'entreprise. Ces rémunérations s'inscrivent dans une autre logique que celle des salaires. Et surtout, ce n'est pas en dénonçant ces revenus qu'on assure la justice sociale.»

Et maintenant, lâchons ces brouillilles pour parler des vraies affaires, comme ils disent.

Pendant que les milliards revolent allègrement dans le merveilleux monde des affaires, les jeunes (!!!) de l'ADQ cherchent des crosses aux BS. À 594 \$ par mois, il est sûr que ces BS sont un poids intolérable pour la société. Mais après un rapide calcul, j'ai constaté qu'il faudrait quelque 7030 années à un BS pour toucher l'équivalent de la prime de départ empochée en une journée par le PDG de la Citibank... Autre calcul. La seule prime du PDG assurerait leur chèque pendant deux mois aux 140 000 BS du Québec aptes au travail... Ce que cela révèle? Un manque flagrant d'ambition...

Même chose pour les personnes âgées admissibles au surplus du revenu garanti. Il faut en faire la demande pour toucher ce surplus. Mais c'est pas tout le monde qui est au courant. En ne le versant pas de façon automatique, le fédéral a épargné, sur le dos des moins bien nantis, quelque 3 milliards \$ ces dernières années. Quand on n'est pas foutu de s'occuper de ses propres affaires, hein...

Revenons à Alain Dubuc. On aura compris que c'est en ne dénonçant pas ces revenus scandaleux des PDG incompetents qu'on va assurer la justice sociale. Mande pardon?

MICHEL RIOUX

## Ce n'est qu'un au revoir...

...et non pas un adieu. Ayant pondu environ cent vingt articles pour notre cher canard, je prends congé. Selon l'inspiration, je reprendrai sans doute la plume. Bonne lecture!

PIERRE DE BELLEFEUILLE

## La fin d'un palmarès

**A**LORS QUE TOUS LES MÉDIAS en redemandaient la semaine dernière en réaction au fameux palmarès des écoles de l'institut Fraser publié par *L'Actualité*, le milieu de l'éducation a eu la réaction qui à mon avis est la plus saine et la plus porteuse de changement qui soit: ne pas réagir!

Dans les dernières années, c'est toute la filière éducative, parents, professeurs, directions d'école et de commissions scolaires, hauts responsables du ministère et ministres, qui devaient se positionner en fonction d'une étude bâclée au niveau de la méthode et surtout très orientée au niveau de l'objectif: discréditer l'éducation publique, faire l'éloge du privé et convaincre la population de la pertinence de lui faire plus de place. C'est ainsi que fonctionne l'institut Fraser, «think tank» canadien par excellence, qui, sous un camouflage pas très convaincant d'institut de recherche, travaille à orienter l'opinion en fonction d'objectifs politiques propres au néolibéralisme.

Ce genre d'institut sévit partout dans le monde. Ils précèdent les privatisations massives. Ils traquent les défenseurs du bien commun, se servent de tous les arguments les plus fallacieux, souvent issus d'une vision populiste propre à attirer la sympathie de l'opinion publique, jouant sur les faiblesses et les imperfections des systèmes publics. Parallèlement, l'État se fait couper les vivres par les plus riches qui le forcent à orienter la fiscalité pour aspirer encore plus de richesse. Privés de moyens, les grands systèmes publics, santé, éducation, et autres se désagrègent petit à petit, laissant le champ libre à ses détracteurs pour réclamer leur démantèlement. Ça s'est passé ailleurs, ça se passe ici aussi. Mais la recette commence à avoir du plomb dans l'aile.

On ne reviendra pas sur la nature profondément malhonnête de ce fameux palmarès. D'autres l'ont fait abondamment. Le système d'éducation a des ratés, nous le savons, mais c'est à peu près la meilleure façon de ne pas les régler que de favoriser ainsi une compétition malsaine et artificielle entre les écoles. Bien sûr qu'une école privée performera mieux globalement puisqu'elle est conçue pour les élèves qui réussissent déjà bien et qui arrivent à se conformer à un modèle de comportement qui exige constance et autonomie. Mais les défis que doit relever à tous les jours le système public sont beaucoup trop complexes pour être illustrés avec ce genre de palmarès à 5 sous.

Bravo au milieu de l'éducation qui a décidé de traiter cette étude bidon comme elle le mérite. Quant à la revue *L'Actualité*, bien qu'elle ait été à l'origine de plusieurs bons coups par le passé, elle a depuis quelques années une forte propension à servir de poubelle de l'information, donnant du crédit et du verni à des études et des analyses qui relèvent de la propagande. En ce qui concerne les autres médias qui avaient l'habitude de suivre le mouvement et de demander des comptes au milieu de l'éducation à partir de données qui ne révèlent que la mauvaise foi des gens qui les ont compilés, je suis heureux qu'ils n'aient plus que ça à se mettre sous la dent cette année. S'ils veulent parler d'éducation, qu'ils le fassent avec tout le sérieux que ça mérite! Ce n'est pas si difficile, il faut juste prendre le temps et donner la parole aux principaux intéressés, pas aux faux chercheurs enivrés de pouvoir et de gloire.

CLAUDE ST-PIERRE

## Insultes

Michel Bissonnette, le guignol qui préside l'assemblée nationale, a interdit au bouffon Patapouf de traiter le pitre Mario Dément de girouette nationale. Le terme «girouette» a donc été ajouté à la liste des 222 termes «non parlementaires» qui sont interdits au grand cirque parlementaire, avec «Rapace d'en face», «Grosse vache qui pue», «Tête de vomis», «Pauvreté» et «Démocratie».

MUSIRONIE

## L'Abitibi sauvée

La tordeuse d'épinette est revenue pour ravager nos forêts. Heureusement, elle n'y a retrouvé aucun arbre digne de ce nom.

MUSIRONIE

# Requiem pour des baffes: de la violence estudiantine

**V**OILÀ QUE LES CAMARADES de la FEUQ et de la FECQ<sup>1</sup> se fâchent contre «[I]es actes d'intimidation, de violence et de vandalisme perpétrés par des minorités virulentes». Il faut comprendre ici qu'ils parlent des étudiant-e-s qui crient un peu plus fort et qui exercent une pression plus «visible» - d'ailleurs ces étudiant-e-s, dans le dossier du dégel des frais de scolarité, revendiquent davantage qu'une quelconque autre voie qui, finalement, ne serait qu'une capitulation à peine voilée (l'ASSÉ demande la gratuité scolaire<sup>2</sup>, par exemple). Pour le collectif, ces militant-e-s sont donc des éléments indésirables à éliminer - ou minimalement à faire taire - au plus vite.

Les signataires de la lettre sont même prêts à approuver la violence des forces désordres: «[...] nous croyons tout à fait possible que certains abus des forces de l'ordre, rapportés par les étudiants, s'avèrent fondés.» Nous parlons ici de:

- deux interventions policières dans la même journée dans une université (UQAM) - un scandale en soi - pour attaquer des étudiant-e-s exerçant un droit de grève, et d'autres tentant une occupation de leur université de façon pacifique (lundi le 12 novembre);

- l'intervention des policier-ère-s qui brisent une baie vitrée pour évincer des étudiant-e-s d'un collègue en utilisant matraque, poivre de cayenne et, selon certaines sources étudiantes, le controversé Taser<sup>3</sup>, en plus d'arrêter plus de 100 personnes (mardi le 13);

- un policier qui pointe son arme sur un étudiant quelques heures après une manifestation (mercredi le 14).

Évidemment, les grands médiocres ont joué un rôle capital dans leur «analyse»: les signataires l'admettent en parlant de «la laideur des images [...] passées en

boucle». Que ce soit en parlant d'une «séquestration» d'un Corbo - un prof, qui décide de ne pas respecter le piquet de grève des étudiant-e-s en sachant très bien de quelle façon ce sera perçu venant du seul candidat au rectorat de l'UQAM, termine «enfermé» dans un local à cause d'étudiant-e-s en *sit-in* devant la porte - ou de «Pot, Alcool et Grabuge» observés par un journaliste infiltré (une Grande Enquête du *Faits-divers de Mourial!*):

les médias ont, avec leur adresse habituelle, réussi à exagérer de façon absurde la «violence» étudiante - en montrant quelques graffitis! - tout en minimisant au maximum la répression abusive et sauvage du SPVM.

Admettons un instant que les actions étudiantes étaient mal venues, peu stratégiques (c'est peut-être vrai), voire inutiles ou nuisibles. Il est possible de ne pas s'entendre sur les stratégies à utiliser ou de condamner certains gestes. Mais de là à affirmer que la violence étatique visant des collègues plus militant-e-s est «fond[ée]»? Nous n'avons qu'à peine besoin d'imaginer ce qui devient justifiable lorsque cette logique est appliquée pour voir l'imbécillité d'un tel raisonnement.

Ce non-débat a une ressemblance troublante avec les événements de 2005 qui avaient mené à l'exclusion de la CASSÉE<sup>4</sup> des tables de négociation. Discréditer l'état exerce cette dernière de façon exacerbée avec les forces désordres (et dans une guerre impérialiste en sol afghan) a toujours relevé du surréel - mais l'argument fonctionne bien une fois présenté dans les grands médiocres. Il ne date pas d'hier non plus, et l'impact de

la mauvaise presse (il y a deux sens ici, et les deux sont pertinents) est bien visible.

En fait, ça a tellement bien fonctionné que les fédérations croient que les «étudiant-e-s viraux» prôneraient «la destruction du bien public» et des «dogmes sociaux», tout en souhaitant «imposer [leurs] opinions par la violence et par la force». C'est, non seulement, absurde mais aussi franchement risible.

Le reste de leur torchon est sans intérêt: entre autres, ils proposent la création d'une «Commission parlementaire itinérante» qui montre clairement l'amour qu'ont les fédérations pour une bureaucratie qui ne servirait qu'à justifier des mesures s'attaquant directement à l'accessibilité de l'éducation!

Néanmoins, je propose une modification aux propos publiés dans *Le Devoir* du 19 novembre dernier:

«Les actes d'intimidation, de violence et de vandalisme perpétrés par [les forces policières] dans les établissements d'enseignement de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep du Vieux Montréal sont déplorables.»<sup>5</sup>

GUILLAUME BEAULAC

1. Ces associations, presque toutes des membres des deux grandes fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ), ont signé un texte publié dans *Le Devoir* du 19 novembre en tant que «Collectif de fédérations et d'associations étudiantes» (six associations de la FEUQ, deux de la FECQ et de deux sans affiliation).

2. Cette revendication est plus réaliste que les grands médiocres ne nous le laissent croire: il suffit de consulter deux récentes études de l'Institut de Recherches et d'Informations Socio-économiques (IRIS) qui sont boudées par ce fan club de l'Institut Économique de Montréal (IEDM).

3. Une enquête est en cours suite au décès d'un homme à Vancouver. Robert Dziekanski est mort des suites de deux décharges d'une de ces armes «neutralisantes» déchargeant près de 50 000 volts. Robert Bagnell est une autre victime connue: la famille de ce dernier a un blogue sur le sujet: <<http://truthnottasers.blogspot.com/>>.

4. La CASSÉE avait initié le mouvement de grève qui a mené à l'abolition de la coupure des fameux «103 millions» dans l'aide financière à l'hiver 2005. La coalition avait d'autres revendications, mais celles-ci - les demandes des étudiant-e-s! - ont été ignorées.

5. «Déplorable» est même très faible!



# Quand le discours médiatique s'emmêle

**A**INSI, CERTAINES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS sont encore en grève. « Désolante routine »<sup>1</sup>, se plaint Denise Bombardier. Pourtant, les manifs ont, dans un passé pas si lointain, fait avancer les sociétés. La génération à laquelle j'appartiens (la même que celle de Mme Bombardier) les a multipliées, permettant entre autres la création de l'Université du Québec; en mai '68 en France..., en 1989, à la place Tien An Men... ce sont des étudiants et des étudiants qui revendiquent plus de démocratisation, des façons de faire autres. Oui, les étudiantes et les étudiants manifestent. Une chance qu'ils sont là pour le faire; nous, les baby-boomer, n'en avons plus l'énergie ou alors nous sommes passés à droite, dans notre confort. Et c'est faire preuve de respect (non pas de jeunisme comme Madame l'affirme) que d'accepter de discuter avec eux, tandis que le discours de son article est franchement méprisant: « des manifestations où s'expriment des indignations gonflées à l'hélium idéologique par des professeurs complaisants dont la lecture sociale s'inspire de la gauche périmée... »

La journaliste devrait retourner à l'université pour rafraîchir ses connaissances du milieu. Elle serait satisfaite d'ailleurs de l'attitude du professeur Claude Corbo; l'unique candidat au rectorat de cette université est arrivé entouré d'agents de sécurité pour donner son cours. Voyant le groupe de manifestantes et de manifestants, il s'est enfermé dans un local. Pourtant, les enseignantes et les enseignants de l'Uqam avaient reçu de la Direction des études la consigne de ne pas s'opposer si un groupe perturbait le déroulement des cours. Mais M. Corbo a choisi de s'enfermer dans son local, demandant à la sécurité et à la police d'intervenir. L'ex et nouveau recteur pensait-il se faire égorger à mains nues par cette poignée d'étudiantes et d'étudiants? Ne pouvait-il dialoguer avec les responsables de ce groupe plutôt que de s'isoler dans une tour d'ivoire? Que penser de son attitude, lui qui demandait un appui fort de la communauté? Est-il intéressé à connaître le point de vue des étudiantes et des étudiants dont il veut

redevient le recteur? Croit-il en la jeunesse comme il le clame dans son texte *Ma vision de l'Uqam*?

Et de continuer à « bombardier » sans nuance: « S'il n'est pas facile d'être jeune de nos jours, comment qualifier l'époque ou, à 25 ans, les garçons et les filles étaient déjà parents [ce qui est mon cas] de deux ou trois enfants qu'ils avaient la responsabilité de faire vivre? » Et Joël Le Bigot, et Nathalie Cloutier de se bidonner à la lecture de ces propos. Quel argumentaire! Admirable rigueur! J'ajoute que nos grands-mères se mariaient à 17 ans et avaient déjà dix enfants à l'âge de trente ans. Ma mère était devant une salle de classe dans le fond d'un rang à l'âge de 16 ans. Nos aïeules devaient donc nous trouver bien gâtées, Mme Bombardier et moi, mais ma mère ne me l'a jamais fait sentir... J'en vois des étudiantes et des étudiants parents à l'université où j'enseigne, et ils travaillent à temps plein, et ils sont parents à temps plein. Puis, ils n'en peuvent plus, alors ils abandonnent, ou ils manifestent.

Ailleurs, on dit que les étudiantes et les étudiants revendiquent violemment; entendons-nous sur ce dernier mot. Quelques pots de gouache jetés sur les murs, une toilette sortie à l'extérieur ne m'apparaissent pas des actes si « violents » qu'ils justifient des coups de matraque. Je n'approuve pas ces actions: détruire du matériel me paraît inutile dans toute circonstance. Mais peut-on réduire la cause de la gratuité scolaire au comportement de quelques étudiantes et étudiants excédés par l'attitude des médias, le silence de l'élite (ou la bêtise de certains) et le manque de vision à long terme de nos gouvernements? Qu'on se rappelle la manifestation de l'École des Beaux-Arts autour de '68: les étudiants avaient lancé machines à écrire, bureaux, chaises, etc. des fenêtres du 2<sup>e</sup> étage. Mais l'accent mis sur ces fâcheuses histoires de vandalisme permet d'occulter les vrais enjeux de cette grève: c'est tellement fatigant, le changement.

On a fait taire Saku Koivu<sup>2</sup> qui se disait peu surpris de la demande de gratuité des étudiants. En effet, nous ne voulons

même pas discuter de « gratuité » tant le changement – l'étranger – nous effraie. Nous préférons dire, comme Denise Bombardier, comme le gouvernement, qu'ailleurs, c'est tellement plus cher. En effet, dans son site Internet qui traite des formations à l'international<sup>3</sup>, Polytechnique dit que les pays anglo-saxons, Australie, Royaume-Uni et États-Unis, ont les frais de scolarité les plus élevés, alors qu'en Europe, il y a peu ou pas de frais de scolarité.

Réfléchissons donc un peu à cette gratuité. Gratuité = réduction de la taille de l'État (objectif si cher à l'État), plus besoin de gérer les prêts et bourses, ni avant ni après les études; économie des bourses elles-mêmes; économie en terme d'abandon scolaire et de temps pour obtenir le diplôme, les étudiants ayant moins besoin de travailler pour payer leurs études; coûts de santé économisés en raison des maladies liées au stress des étudiantes et des étudiants; revenus d'impôts et taxes augmentés parce que les étudiants consommeront plus vite après leurs études, n'ayant plus ce 30 mille dollars à remettre, l'économie globale s'en portant mieux...

Une rapide recherche Internet permet de voir que la gratuité scolaire n'est pas un slogan de jeunes en mal de contestation ou de « has been » mais un débat légitime où tous ont le droit d'exprimer leur point de vue, dans le respect des autres. Entre autres, en octobre dernier, Philippe Hurteau et Marc Daoud, deux chercheurs de l'Institut de recherches et d'informations socio-économiques (IRIS), ont publié une étude<sup>4</sup> qui proposait trois scénarios différents pour la gratuité scolaire à tous les niveaux, scénarios qui ne présenteraient aucun impact sur le degré d'endettement actuel du gouvernement et aucune hausse de taxation pour la population, sauf en ce qui concerne les plus fortunés; mais les auteurs disent que l'augmentation demeure très « raisonnable » pour ce groupe de la société.

Et l'étude de conclure: « En bref, un réinvestissement important orienté vers l'abolition des frais de scolarité et le refinancement des cégeps et des universités apparaît comme économiquement viable

et socialement plus équitable que la hausse de la tarification. » Équitable, ce mot pourtant à la mode chez l'intelligencia... Comme le café et le chocolat? Équitable, oui: dans les universités étatsuniennes de prestige, 74 % des étudiants proviennent de familles aisées. À réfléchir: au Québec, le taux de participation aux études universitaires est le plus bas du Canada selon Statistique Canada (2005). Ce ne sont que des avantages économiques; il faudrait maintenant penser à ce qu'apporte une société vraiment scolarisée. Mais toutes ces statistiques, Mme Bombardier les dit « tronquées ou complaisantes », sur la base de quoi, elle ne le dit pas...

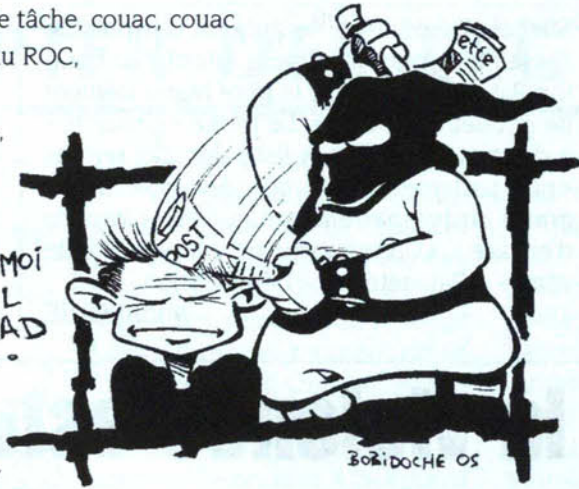
J'aime mieux écouter le discours des représentants des jeunes grévistes que celui de Denise Bombardier, celui de madame la Ministre des finances qui répète « les argents, les argents [sic]... », ou encore celui de madame la Ministre de l'Éducation, des Loisirs et des Sports<sup>5</sup>, qui brandit, comme solutions aux problèmes que connaissent nos écoles, le retour aux notes chiffrées et sa formule « dictée », mais qui, à *Tout le monde en parle*, craignait tellement de voir en faire une qu'elle a sorti la sienne subito presto pour y soumettre les autres.

FRANCINE CAMPEAU  
enseignante à l'UQAM, novembre 2007

1- Denise Bombardier, « Désolante routine », *Le Devoir*, 17-18 novembre 2007, p. B5  
2- Lors d'une entrevue accordée par Saku Koivu au *Journal de Montréal* en 2006, le hockeyeur a fait référence au système d'éducation de son pays d'origine, la Finlande: « Il permet à tout le monde de faire exactement ce qui leur plaît, sans égard à leur situation financière », a-t-il dit. Le journal étudiant *L'Ultimatum* a repris ces propos en novembre dernier. La direction du club Canadien a dit qu'il s'agissait d'une « récupération non autorisée » et Saku Koivu ne s'est plus prononcé à ce sujet.  
3- [http://www.polytechnique.fr/sites/orientation4/pages\\_orientation/fichiers/autre/X2005\\_10mai07\\_international.ppt#354.12](http://www.polytechnique.fr/sites/orientation4/pages_orientation/fichiers/autre/X2005_10mai07_international.ppt#354.12), Diapositive 12, page consultée le 19 novembre 2007  
4 <http://www.iris-recherche.qc.ca/docs/Etude-Gratuite.pdf>, page consultée le 19 novembre 2007  
5- Tous ces chapeaux pour le même ministère, c'est dire la place qu'occupe l'éducation dans notre gouvernement...

## LE COIN DU MASOCHISTE

Au Couac, couac, couac, couac  
On m'avait confié la pénible tâche, couac, couac  
De surveiller les journaux du ROC,  
Couac, couac, couac  
Mais il y a des jours, couac, couac  
Où il est tout autant pénible couac, couac  
De lire la prose des nôtres, couac, couac, couac.  
Ce fut le cas par ce froid automne  
Alors, ne m'en voulez pas, chers patrons  
Si, ici, je déroge à ma fonction.  
Couac, couac, couac, couac.



mensonges. Comme ce Gil Courtemanche se plaignant que le PQ veuille ostraciser sa pauvre voisine italienne. Imaginez: ces séparatistes qui veulent la priver de certains droits alors qu'elle vit ici depuis 1940! (*Le Devoir*, 27 octobre)

Ou bien Courtemanche n'a pas lu les projets 195 et 196, ou il a la malhonnêteté nécessaire pour faire partie du cénacle de *La Presse*. S'il s'était un tant soi peu renseigné, il aurait appris que sa voisine serait automatiquement devenue citoyenne à l'heure où le projet de loi sur la citoyenneté aurait force de loi, car celui-ci ne fait obligation de prêter serment de loyauté envers le peuple québécois que pour ceux qui, d'une

triotés quand, le 29 octobre, il titre son édito: **La majorité a tort!** Et le 1<sup>er</sup> novembre, dans le but sans doute d'instruire ce peuple ignare, il lui annonce « qu'il n'y a pas de crise linguistique au Québec ». Trois jours plus tard, c'est au second d'instruire le bon peuple. En le pènant Pauline: **Le PQ, parti de droite.** Quant à Lysiane, sa tâche consiste à constamment vilipender intellectuels et artistes québécois « n'ayant pas encore compris que la récréation est terminée ». Le 24 octobre, cette fois dans le *Globe and Mail*, elle signait **What would René say?**, façon bien à elle d'enraciner d'avantage certains préjugés envers le Québec chez ses lecteurs torontois.

Outre ce trio infernal, que dire de tous ses commentateurs moins mercenarisés et pourtant décriés par Vastel? Ils ont presque tous condamné un projet aussi simplet que celui de Marois. Sont-ils tous l'un après l'autre affectés par le syndrome « Que va dire le ROC »? Dans **Portait du colonisé**, Albert Memmi écrit: « La sclérose de la société colonisée est donc la conséquence de deux processus de signes contraires: un

# Bas et hauts-cris autour du projet Marois

**Quand Pauline Marois dépose son projet de loi sur la citoyenneté, elle admet d'emblée que la chose risque fort de provoquer de grands vents. Elle ne s'est pas trompée. Gros titre une semaine plus tard dans le *Journal de Montréal*: « Comme au temps de la loi 101, le Canada anglais se déchaîne. »**

**F**ORCE EST DE CONSTATER que ce n'est pas seulement le ROC qui s'est déchainé. Dans cette affaire, notre faune médiatique s'est elle-même mise au pas avec le reste du Canada et, cela, malgré un sondage Léger et Léger qui démontrait qu'une majorité de Franco-québécois approuvait le projet Marois. Michel Vastel en fut consterné: « J'ai rarement vu un tel barrage: éditorialistes, chroniqueurs, blogueurs, tous tirent à boulets rouges sur la pauvre Pauline Marois qui n'a pourtant rien à se reprocher. Comme le disait ce matin le sage Jacques-Yvan Morin, "Il faut que les Québécois se tiennent debout!" » (*Le blogue de Vastel: Le Lynchage de Pauline*)

Si le sage Morin se sent obligé de réagir, c'est qu'il semble craindre un recul de Pauline Marois en raison d'un manque d'appui de la population pour son projet, ce qui serait, de l'avis du constitutionnaliste qu'il est - et du flair politique qu'il possède -, un autre grave échec pour le Québec. Et voilà que dans le même temps, Michel David invite la cheffe péquiste à reculer. (*Le Devoir*, 23 octobre) Entre un constitutionnaliste internationalement réputé et un commentateur politique qui n'aurait peut-être pas lui-même le courage de dire qu'il s'est trompé, qui détient le plus de crédibilité? Au moins David ne profère point de gros

part, ont obtenu la citoyenneté canadienne et qui, d'autre part, ne résidaient pas au Québec au moment de sa promulgation.

Autre questionnement que, trop pressé à casser du sucre sur la tête de Pauline, l'ensemble de nos commentateurs n'a pas fait, celui de vérifier comment l'intégration linguistique des immigrants se fait ailleurs dans le monde. Et dans des États fédérés comme en Californie où le problème se pose avec l'arrivée massive des hispanophones? En ce qui concerne l'Europe, Christian Rioux l'a fait. Et bien fait. Il signale que là-bas « l'on ne rigole pas avec l'intégration linguistique ». À ceux qui rétorquent que le Québec n'est pas un pays, il leur dit que, de plus en plus un domaine aussi névralgique pour leur survivance, « les régions imposent leur volonté. » (*Le Devoir*, 17 novembre)

Nos faiseurs d'opinion s'offusquent que le projet Marois oblige que tout nouvel immigrant ou tout citoyen canadien qui s'installe au Québec ne puisse, sans acquiescer auparavant la citoyenneté québécoise, devenir député, maire, échevin ou commissaire scolaire. Notre régime oblige pourtant tout élu à prêter serment à une reine étrangère. Qu'a-t-on alors à se scandaliser de s'attendre d'une personne fraîchement arrivée au Québec et qui voudrait devenir députée, qu'elle connaisse un peu l'histoire du Québec, et qu'elle puisse converser pas trop péniblement dans la langue officielle avec les personnes que, si élue, elle aura le devoir de bien représenter à l'Assemblée nationale?

Traitant du projet Marois, il fallait s'attendre à ce qu'à *La Presse*, le trio Pratte-Dubuc-Gagnon se surpasse. De la part du premier, quel mépris envers ses compa-

enkistement né de l'intérieur, un corset imposé de l'extérieur. Les deux phénomènes ont un facteur commun: le contact avec la colonisation. Ils convergent en un résultat commun: la catalepsie sociale du colonisé. »<sup>(1)</sup>

C'est bien une forme de néo-colonialisme que vit le Québec à travers notre faune médiatique qui semble avoir intériorisé accepté l'encerclement de « la province » par le Canada. Alors que l'on ne remet pas en cause l'objectivité des journalistes du ROC, et cela, malgré la grande peur qu'ils ont de l'invasion culturelle étatsunienne et du nationalisme québécois, les nôtres, par contre, ne tiennent aucunement compte de la camisole de force que le ROC impose au Québec depuis l'ère Trudeau. C'est comme si, même dans des questions aussi névralgiques que peuvent l'être la langue et la culture, ils acceptent le chartisme tout autant que l'air qu'on respire. Et c'est sans rire qu'ils se demandent « Qu'est ce que la Cour suprême va dire? »!

Il reste le cas Josée Legault. Comme elle, j'ai cru un temps qu'il fallait que le PQ se radicalise. Mais les militants ont choisi Pauline Marois. Alors, comme l'a signalé Jacques-Yvan Morin, il serait maintenant catastrophique pour la cause qu'elle fasse marche arrière. Si bénin qu'il soit, son projet demeure un geste de rupture comme, à tous les instants, nous le crient les *Canadiens*. N'est-ce pas, ce qu'il n'y a pas si longtemps préconisaient les Laplante et Parizeau? Tenons-nous debout alors!

CLAUDE G. CHARRON

(1) - Page 99, Les Éditions L'Étincelle, Nouvelle édition québécoise revue et corrigée, Montréal, 1972

## Du bla, bla, bla ?

LE GRENELLE ENVIRONNEMENT a eu lieu à Paris les 24 et 25 octobre 2007. Ce méga rendez-vous s'était élaboré sur la base des travaux issus des groupes multidisciplinaires en environnement (collectivités territoriales, État, ONG, employeurs et salariés). Quatre tables rondes ont permis de dégager les grands axes d'action pour l'ensemble des thématiques: 1) Lutter contre les changements climatiques; 2) Santé et environnement; 3) Préserver la biodiversité et les ressources naturelles, pratiques agricoles, OGM; 4) Instaurer une démocratie écologique.

Le Grenelle s'est terminé par un grand show de Sarko en présence du Vice Président Al Gore, de Madame Wangari Maathai, tous deux Prix Nobel de la Paix et de José Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne. Dans un discours à l'emporte-pièce, prononcé par un Sarkozy enflammé, tout est passé sur la nécessité de prendre en compte les grands enjeux en environnement – Changements climatiques, OGM, pesticides, forêts, déchets, etc...

Parmi les grandes conclusions:

CLÔDE DE GUISE

Que la France devienne un chef de file dans la lutte aux gaz à effet serre (mais elle maintient son programme nucléaire) / Moratoire sur tous nouveaux OGM / Interdiction d'importer du bois illégal (interdire ce qui est déjà illégal... n'est pas la trouvaille du siècle) / Réduction de la consommation de papier de 50% dans les 3 prochaines années dans les services publics et pour utiliser du papier 100% recyclé / Mise en place de 10 aires marines protégées d'ici 2012.

Malgré le fait que le Grenelle ait laissé une impression de victoire pour l'environnement, il demeure impossible de tirer quelque conclusion que ce soit. Ce ne sera que lors de la première session parlementaire de 2008 que l'on saura de quoi à accouché le processus. Déjà la Commission finances du Sénat a fait part de sa préoccupation en constatant qu'aucune ligne budgétaire ne figurait dans le projet de budget 2008 pour les prétendus « engagements » du Grenelle.

Tout cela n'aura-t-il été que du bla, bla, bla ?

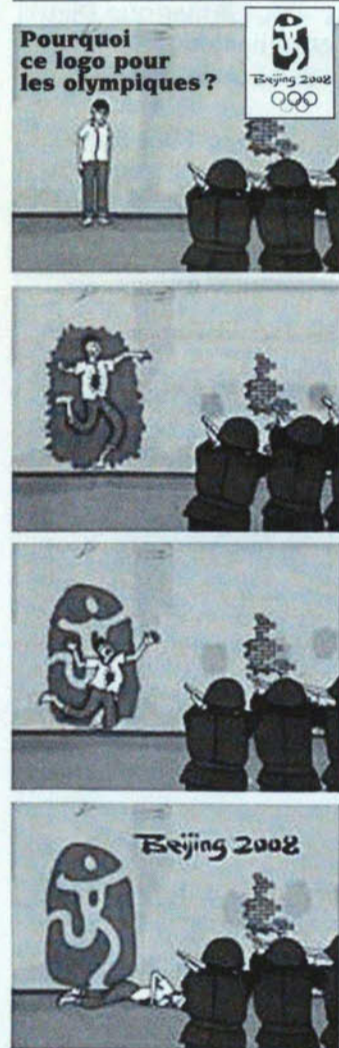
## La Statistique ethnique

LE MINISTRE FRANÇAIS de l'identité nationale M. Hortefeux a voulu imposer une mesure pour distinguer les individus en fonction de leur couleur de peau, de leur religion et de leur origine. Cette tentative de mettre en place un système de statistiques ethniques a été contrecarrée par le Conseil Constitutionnel\* qui a décidé de censurer la loi Hortefeux sur les statistiques ethniques. Soite, c'est une victoire pour les groupes de lutte au racisme mais pas sur les racistes qui nous gouvernent.

Pour signer la pétition: [www.fichepasmonpote.com](http://www.fichepasmonpote.com). Pour visionner la vidéo tournée sur ce thème à l'adresse suivante: [http://www.dailymotion.com/video/x3hc64\\_statistique-ethnique-sos-racisme](http://www.dailymotion.com/video/x3hc64_statistique-ethnique-sos-racisme)

\* Le Conseil constitutionnel est une institution française créée par la Constitution de la Cinquième République du 4 octobre 1958. Il se prononce, notamment, sur la conformité à la Constitution des lois et de certains règlements avant leur entrée en vigueur.

CDEG



### Bush et Fidel

« Bush dénonce Cuba comme un goulag tropical » (Agence France-Presse, le 24 octobre).

Quelqu'un peut-il lui rappeler que Guantanamo bénéficie du même régime et du même climat ?

### Troubles Afghans

« Mission en Afghanistan: 28% des 2700 soldats examinés à leur retour présentaient des symptômes de troubles mentaux » (radio-can). Un voyage en Afghanistan offre donc 72% de taux de guérison mentale...

### Il est grand le mystère de la foi

Notre Saint-Père le pape Benoît le seizième a déclaré devant des milliers de fidèles réunis à l'occasion de la Toussaint que tous les êtres humains pouvaient devenir saints... sauf les fiffes, les femmes, les scientifiques, les divorcés, les athées, les prostitués, les drogués, les islamistes, les hindouistes, les juifs, les bouddhistes, les communistes, les protestants, les anglicans et les pédophiles pas de soutanes.

MUSIRONIE

## Terrorisme d'État en Aotearoa

TOUT COMME LE CANADA, la Nouvelle-Zélande projette l'image d'un pays progressiste et humanitaire. Tous deux prétendent être des modèles en matière de traitement des peuples autochtones. Mais tout comme le Canada, la machine coloniale néozélandaise à fabriquer des mythes peut en duper certains, mais d'autres savent que la réalité est différente!

Le 15 octobre 2007 – jour désormais nommé le « lundi noir » par certains Maoris –, des centaines de policiers ont participé à une opération « antiterroriste » majeure ciblant des militants maoris, écologistes, pacifistes et anarchistes. Certains des mandats d'arrêt faisaient référence à la Loi antiterroriste de 2002 (*Terrorism Suppression Act*). Plusieurs Maoris et militants pour la justice sociale s'étaient alors opposés à la loi parce qu'ils affirmaient justement qu'elle serait utilisée contre les dissidents nationaux. L'opération est survenue après deux ans de surveillance de plusieurs militants et groupes. Les villages maoris de Ruatoki et Taneatua (dans la région de la Bay of Plenty sur l'île du Nord) ont été transformés en zones militarisées. Des policiers masqués, fortement armés et habillés en commando ont érigé des postes de contrôle, ont fouillé les véhicules et ont photographié les personnes qui entraient et sortaient de la région. Au total, 17 personnes ont été arrêtées et plusieurs ont été interrogées et questionnées, des immeubles ont été fouillés et des biens ont été saisis.

Dans leur hystérie, les médias ont allégué des camps d'entraînement à la guérilla dans les montagnes d'Urewera, où la population maorie est prédominante et où la chasse fait partie du quotidien, nourrissant ainsi une réaction raciste envers les revendications de justice des Maoris. Mais en Nouvelle-Zélande et ailleurs dans le monde (dont Montréal), des militants et des communautés (Maoris et non-Maoris) se sont mobilisés pour dénoncer le terrorisme d'État néozélandais. Environ 1500 personnes ont manifesté à Whakatame, où Tame Iti, travailleur social et important militant de la communauté maorie, a été arrêté à la pointe d'un fusil.

Les Maoris représentent environ 15% des 4,1 millions d'habitants de la Nouvelle-Zélande. La dépossession et la colonisation des territoires et des ressources des Maoris par l'État néozélandais se poursuit encore aujourd'hui. La résistance des Maoris contre la colonisation a toujours été qualifiée d'extrémiste. En 1916, le village Tuhoë de Maungapohatu dans la région de d'Ureweras – une communauté religieuse et pacifiste, a été attaqué de la même façon que l'a été la communauté de Ruatoki en octobre dernier. Les habitants de Maungapohatu refusaient de participer à la Deuxième Guerre mondiale. À cet époque, on les accusait de « sédition » et de « trahison ». Aujourd'hui, la résistance des Maoris est qualifiée de « terrorisme ».

Les gouvernements canadien et néozélandais sont connus pour bafouer et limiter les droits des peuples autochtones. En septembre dernier, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les États-Unis ont été les seuls États des Nations unies à voter contre la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Quelques jours seulement après les dernières invasions armées dans le territoire Tuhoë, la Nouvelle-Zélande annonçait sa proposition pour un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour la période 2009-2012.

Heureusement, les actions et les renseignements de la police ont soulevé un certain scepticisme. Le Solliciteur général de la Nouvelle-Zélande, après avoir pris connaissance des preuves de la police, a refusé qu'elles soient utilisées pour porter des accusations en vertu de la Loi antiterroriste. Mais il a également demandé que la loi actuelle soit révisée afin d'augmenter les pouvoirs policiers, alors même que plusieurs organisations progressistes et maories demandaient son abolition et exigeaient la tenue d'une enquête sur l'opération policière. Après plusieurs semaines en détention, les accusés restants ont été libérés sous caution. Certains de ceux qui ont été ciblés par l'opération envisagent de poursuivre les forces policières. De l'information tenue secrète a fait l'objet d'une fuite dans les médias, rendant difficile la tenue d'un procès juste dans les cas des « 17 d'Urewera ».

Les États colonisateurs comme le Canada et la Nouvelle-Zélande ont besoin d'un climat de peur pour se maintenir au pouvoir. Ici, nous avons été témoins d'opérations paramilitaires à Kanehsatake, Six Nations, Gustafsen Lake, et de la criminalisation de souverainistes autochtones comme le Mohawk de Tyendinga Shawn Brant. La paranoïa antiterroriste et sécuritaire transforme les communautés musulmanes en menaces potentielles à la sécurité nationale, comme c'est le cas pour plusieurs groupes progressistes et militants qui contestent le statut quo. Alors que les États tentent d'introduire de nouvelles lois au nom de la guerre au terrorisme – révision de la loi des certificats de sécurité au Canada et révision de la Loi antiterroriste en Nouvelle-Zélande, il est plus que jamais vital de dénoncer et d'agir contre ces injustices.

AZIZ CHOUDRY

Traduit de l'anglais par MARIE-EVE LAMY

1 Dans la version originale du texte, l'auteur fait référence à la pièce de Bob Marley, *Get up, stand up*: « [...] you can fool some people sometimes, but you can't fool all the people all of the time. »

## Un Nobel pour faire changer le climat

ON PEUT DIRE SANS RÉSERVE QUE LE PRIX NOBEL DE LA PAIX, décerné vendredi dernier, est le plus politique des prix Nobel décernés ces dernières années. Il faut remonter à la remise du prix à Michaël Gorbatchev pour voir une nomination aussi clairement dirigée afin d'influencer l'avenir immédiat dans les discussions internationales. C'est un prix de l'après Bush, de l'après Kyoto.

Ex-aequo: l'ex vice-président des États-Unis Al Gore et les 2500 scientifiques du monde entier membres du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). En attribuant aux principaux avocats de la cause climatique le plus prestigieux des prix existants, le comité Nobel lance un message fort à la communauté internationale.

En décembre prochain doivent se tenir à Bali, en Indonésie, d'importantes discussions internationales sur de nouvelles réductions des émissions de gaz à effet

de serre pour prendre le relais du protocole de Kyoto qui se termine en 2012. Le président des États-Unis Georges W. Bush, qui sera encore en poste en décembre, milite, avec quelques complices dont le premier ministre du Canada Stephen Harper, pour faire échouer cette conférence. En accordant immédiatement cette énorme reconnaissance et toute la visibilité qu'elle provoque à ces principaux opposants sur cette question, Al Gore sur la scène politique intérieure et, sur la scène internationale, le GIEC, issu d'une initiative du Programme des Nations unies pour l'environnement et de l'Organisation météorologique mondiale, le prix Nobel vise clairement à discréditer la stratégie de la Maison blanche.

Petit rappel: l'an dernier, au terme de plusieurs mois de discussions et de débats, le GIEC a produit un volumineux rapport de 3000 pages rassemblant les travaux de 2500 experts de 130 pays et prouvant scientifiquement l'impact de l'activité humaine sur les changements climatiques. Même après cela, les anti Kyoto n'ont pas

baissé les bras. La semaine suivant la publication de ce rapport, un institut financé par l'industrie pétrolière promettait un montant de 10 000\$ aux scientifiques qui arriveraient à dire le contraire de ce que le GIEC venait de démontrer! Depuis, le président W. Bush réclame un autre cadre de discussion que celui de l'accord de Kyoto. Il veut un accord qui exclurait toute forme de contrainte ou obligation, sans objectif chiffré et surtout sans bourse du carbone, un principe issu des négociations de Kyoto qui ferait en sorte que polluer la planète cesserait d'être une activité payante!

Il n'existe pas de prix pour les personnes ayant le plus fait pour compromettre l'avenir de l'espèce humaine sur la planète. Si ce prix existait, devinez qui serait le premier nommé? Personnellement, je proposerais Stephan Harper parce que Bush ne pouvant pas se représenter, il sera nuisible bien moins longtemps!

CLAUDE ST-PIERRE

## Le « Triumvirus »

- La Tribu du Verbe •
- Musironie •
- Le Couac •

[www.latribuduverbe.com](http://www.latribuduverbe.com),  
[www.musironie.com](http://www.musironie.com) et [www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)



3 fréquences de publication  
Quotidien, hebdomadaire, mensuel.

3 types de médias  
Blogue, radio, journal.

Un même but  
Tirer sur la connerie où qu'elle soit!

# De la philo derrière les gros titres

## Un peu de théodicée, messieurs dames ?

**P**OUR LES CHRÉTIENS, Noël, à travers la naissance de Jésus-Christ qu'on commémore, est avant toute chose la fête de la naissance de Dieu fait homme. Ce dieu auquel ils croient est tenu pour être : unique, transcendant et distinct du monde ; et cette croyance fait des chrétiens des monothéistes — comme les musulmans, les Juifs et un très grand nombre de nos contemporains.

Une telle croyance est-elle raisonnable ? Cette question est fondamentale dans le domaine de la philosophie appelé philosophie de la religion et il existe à son propos une très grande variété de positions et d'arguments. Mais je voudrais plutôt m'attarder ici à un problème très particulier dans ce domaine de la philosophie (je vous dirai lequel dans une minute) : après l'avoir considéré attentivement, bien des gens ont conclu qu'il n'était pas raisonnable de croire en Dieu. Qui sait ? Vous y trouverez peut-être vous aussi de quoi faire naître ou conforter votre athéisme ou votre agnosticisme.

Mais avant tout, livrons-nous à un petit exercice d'imagination. Considérez des choses comme ceci : la mort — la vôtre et celle des êtres que vous aimez ; celle des jeunes enfants ; la douleur physique ; la maladie en général et, plus spécifiquement, les maladies les plus terribles que vous puissiez concevoir ; les tremblements de terre et les tsunamis, qui font depuis toujours d'innombrables victimes ; les tempêtes qui engloutissent des navires et leurs passagers ; les éruptions de volcans qui anéantissent des villes ou des villages ; tout ce sang répandu depuis la nuit des temps par les guerres et les meurtres ; attardez vous à la torture ; pensez aux viols ; aux massacres ; aux génocides ; rappelez-vous l'Holocauste ; le million de morts du Rwanda ; ayez une pensée pour la souffrance animale, celle des animaux d'élevage comme celle qui existe dans la nature. Appelez-vous Hugo : « Le monde est une fête où le meurtre fourmille ». Voyez très nettement cet enfant irakien qui jouait devant chez lui et qui vient d'être décapité par une bombe tombée là par hasard ; et aussi ce vieil homme qui vient d'être mordu par un serpent et qui n'a plus que quelques minutes à vivre. Pénétrez vous bien de tout cela, ressentez-le profondément. Appelons cet ensemble de faits la souffrance.

À présent, considérez l'affirmation suivante : « Ce monde a été créé par un dieu infiniment bon (omnibénévolent), qui peut tout (omnipuissant) et qui sait tout (omniscient). »

La contradiction entre ce dieu et la présence de la souffrance est patente et en

la constatant vous voilà placé devant ce que les philosophes et les théologiens appellent le plus souvent le « problème du mal » — c'est l'appellation traditionnelle : pour ma part je parlerais plus volontiers du « problème de la souffrance » et c'est ce que je ferai parfois dans ce qui suit.

Le philosophe Épicure, dans l'Antiquité avait présenté ainsi le problème de la souffrance : « De deux choses l'une : Ou bien Dieu veut abolir le mal, et il ne peut pas. Ou bien il le peut, mais il ne le veut pas. S'il le veut mais qu'il ne le peut, il est impuissant. S'il le peut mais ne le veut pas, alors il est cruel. S'il ne le peut ni ne le veut, alors il est à la fois sans pouvoir et méchant. Mais si, comme ils le disent, Dieu veut abolir le mal — et Dieu veut réellement le faire — alors pourquoi y a-t-il du mal dans le monde ? ». Il conviendrait d'ajouter, pour être complet : la présence du mal vient de ce que Dieu voudrait et pourrait parfaitement éliminer le mal, si seulement il connaissait son existence ; mais il l'ignore : et en ce cas, il n'est pas omniscient.

Pour tenter de résoudre la contradiction entre Dieu et la souffrance, les philosophes et les théologiens ont élaboré ce qu'on appelle des théodicées — littéralement des arguments qui cherchent à solutionner le problème de la souffrance en montrant que Dieu (*theo*) est bel et bien juste (*dike*). Voyons deux de ces arguments, particulièrement répandus.

Le premier invoque ce qu'on appelle le « libre-arbitre ». Voici de quoi il retourne. Dieu aurait pu nous créer en faisant de nous des automates entièrement programmés qui font toujours le bien. Mais il a préféré nous doter de la liberté de choisir nos actions (c'est cela, le libre-arbitre). Or, il arrive que ce que nous choisissons engendre de la souffrance et le mal qu'on trouve dans le monde est ainsi causé par nous.

Le premier invoque ce qu'on appelle le « libre-arbitre ». Voici de quoi il retourne.

Dieu aurait pu nous créer en faisant de nous des automates entièrement programmés qui font toujours le bien. Mais il a préféré nous doter de la liberté de choisir nos actions (c'est cela, le libre-arbitre). Or, il arrive que ce que nous choisissons engendre de la souffrance et le mal qu'on trouve dans le monde est ainsi causé par nous.

### Qu'en pensez-vous ?

Je pense que cet argument ne peut convenir et pour comprendre pourquoi, revenons à notre ensemble de souffrances imaginé au départ. Vous y verrez deux catégories de souffrances : celles qui dépendent des êtres humains (c'est la souffrance dite morale : la torture, la guerre, le mensonge, par exemple) et d'autres qui n'en dépendent pas — c'est la souffrance naturelle : les tremblements de terre, la souffrance animale avant l'apparition de l'homme, etc. Le

libre-arbitre ne donne donc, au mieux, qu'une réponse partielle au problème de la souffrance. De plus, il présuppose qu'un monde avec souffrance et libre-arbitre est préférable à un monde sans l'un et l'autre, ce qui n'est pas certain. Et puis Dieu, tout-puissant, n'aurait-il pas pu créer un monde avec le libre-arbitre et sans souffrance d'aucune sorte ?

Essayons donc un autre argument, lui aussi souvent invoqué en théodicée.

Cette fois, on suggère que la souffrance nous permet de devenir meilleurs et qu'en bout de piste un monde où on trouve de la souffrance est un monde meilleur en ce sens que des vertus peuvent se développer qui n'auraient pas pu apparaître autrement. À première vue, on peut penser que c'est plausible.

Être généreux ou bon suppose en effet qu'il y ait des gens (malheureux, disons) envers qui l'être ; être courageux exige des maux à affronter ; avoir la foi, suppose des raisons de douter ; la croissance spirituelle suppose une certaine souffrance comme condition ; plus simplement : sans souffrance, pas de Saints.

Qu'en pensez-vous ? Au total, cette avenue me semble elle aussi bien peu convaincante.

Pour commencer, Dieu, tout-puissant, aurait bien pu nous donner des personnalités plus vertueuses. Et puis la distribution des souffrances est bien étrange, et peu compatible avec un Dieu infiniment bon qui aurait choisi de les introduire dans le monde pour nous rendre meilleurs. Des dictateurs sanguinaires meurent paisiblement dans leur lit, tandis que de bonnes personnes souffrent le martyre ; des choses terribles arrivent à des gens juste avant qu'ils ne meurent, ce qui ne leur laisse pas le temps de devenir meilleurs.

Il existe d'autres réponses au problème de la souffrance, certes, mais elles ne sont pas meilleures, à mes yeux du moins.

Mais vous l'avez deviné : ce problème n'existe que si on croit en un dieu omniscient, omnibénévolent et omnipotent. Il ne se pose pas si on ne croit pas en un tel dieu. Mieux : il ne se pose pas non plus si on croit en un dieu différent,

disons, omniscient, omnipotent et omni-malfaisant, je veux dire infiniment méchant. Considérez cette dernière hypothèse.

Outre qu'on trouverait de quoi conforter cette position dans la liste des horreurs qui ouvraient ce texte, tous les arguments qu'on peut invoquer en théodicée pour expliquer le mal dans le monde pourraient sans difficulté être retournés pour expliquer pourquoi le bien existe malgré le fait que dieu soit diabolique. Par exemple, si ce dieu nous fait d'abord jeunes et en santé, c'est pour que nous ressentions plus douloureusement encore, plus tard, la vieillesse, la maladie et la mort dont il va nous affliger ! Si ce dieu nous donne l'amour de nos proches et l'amitié de nos amis qui nous sont si chers, c'est pour mieux nous faire souffrir de leur perte ! Bref, Dieu est un artiste, mais, comme le disait malicieusement un philosophe, au sens néronien du terme.

Vous n'êtes pas convaincus ? Vous avez raison. Je pense que devant le problème du mal, aucune solution ne convainc à moins d'être d'avance croyant et disposé à ajouter, au mystère de l'existence de Dieu, celui du caractère inexplicable pour nos pauvres intelligences de la présence du mal.

Si cette solution vous paraît irrationnelle (elle l'est selon moi, et consiste en somme à justifier la foi par une nouvelle foi, à expliquer un mystère en en invoquant un autre, aussi profond), il ne vous reste plus qu'à nier que Dieu existe — le bienveillant ou le malfaisant.

La souffrance, en ce cas, est une donnée empirique, parfois causée par nous, parfois par la nature. Dans cette perspective, rationaliste et naturaliste, il nous revient à nous, humains, en usant de notre raison, de travailler à la diminuer, notamment en rendant le monde meilleur et plus juste pour tous les humains et en cherchant à comprendre la nature pour expliquer et prévoir le mal naturel et ainsi en minorer les effets.

C'est du moins ce que je pense, moi. Mais c'est bien entendu à vous qu'il revient de réfléchir à tout ça, avant de conclure par et pour vous-mêmes.

En attendant, le mécréant que je suis vous souhaite un Joyeux Noël... pardon : un joyeux solstice d'hiver !

NORMAND BAILLARGEON  
baillargeon.normand@uqam.ca

## Oh, Henri !

Henri Massé a surpris tout le monde en défendant la santé publique, estimant qu'il ne fallait pas ouvrir le système au privé même pour « un espace de l'épaisseur d'un ostie ». On peut supposer qu'il s'y connaît, lui même n'étant pas privé de l'épaisseur d'une ostie.

## L'esprit du Couac chez les Hurons

Le chef huron qui a témoigné à la commission Bouchard-Taylor, Max Gros-Louis : « Nous nous sommes accommodés de l'arrivée de ces frères et soeurs de divers pays, mais il faut croire que notre bureau de l'immigration était mal organisé ou notre coeur trop grand, car on nous a dit et fait voir par la suite que nous n'étions plus chez nous... » Pour une fois que nous pouvons citer quelqu'un tel quel et que ce n'est pas pour l'absurde ou la connerie de ses propos, profitons-en !

**ABONNEZ-VOUS !  
ABONNEZ-VOUS !**  
[www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)

## Révélation égyptienne

Le visage de Toutankhamon, l'enfant-pharaon au célèbre trésor funèbre, a été révélé au public pour la première fois depuis sa mort il y a tout de 3000 ans. Conclusion unanime : y'était lette en hostie.

MUSIRONIE

Une pipe pour la paix, est-ce bien suffisant ? C'est du moins ce que croyaient les premières nations... Cette bande dessinée raconte l'histoire d'un homme et d'une femme : l'un ancien militant communiste arrivé à 50 ans, l'autre est jeune et en pleine possession de ses moyens.

Sept heures et demie du ma c'est plein d'immigrants ça se lève de bonne heure ce monde-là.

le vieux coeur de la ville baltrait-il donc encore grâce à eux

Ce vieux coeur usé de avec ses spasmes

TANCO DE MONTREAL  
Gerald Godin  
Suzannes 1983

On a ethniciisé le pays, plus rien ne sera pareil. On s'attaque à l'amour romantique, on crée un homme nouveau, un homme rose et on va vers le vide.

ou veux-tu que j'aïlle ?

pourquoi veux-tu que je m'en aïlle...

TAIS TOI

Culte du moi, moi, moi et de la stérilité...

Je prenais refuge à la montagne. Là la xenophobie et le mépris ne me touchaient plus

J'entendais mille fois, dans ma tête, la même phrase sanglante : « vas t'en don chez vous »

On fait l'amour et on s'en Pour

neves 11/07

25

26

(A SUIVRE)

# Le Ring

Un film d'INIS Barbeau-Lavalette

**B**ON UNE ÉCOLE DE CINÉMA HOLLYWOODIEN, l'INIS, devient productrice de long métrage de fiction maintenant. La belle affaire! On jumelle une scénariste bien notée à une réalisatrice prometteuse assez connue par sa mère réalisatrice également et surtout pas son grand-père maternel qui a signé le Refus-global; une dynastie de culturés vachement IN. Ben oui la méthode hollywoodienne de la recette qui cumule certains talents au jet set. Asteure faut un sujet populaire, un titre populaire qui va accrocher un distributeur populaire qui va aller chercher les gros sous de l'État en promotion pour acheter les spectateurs à coups de matraquage publicitaire subventionné. On va parler des pauvres d'Hochelaga-Maisonneuve! Une trouvaille.

Mais hélas, étant donné que les artisans du films sont des bourgeois, on ne peut voir la pauvreté que comme un drame affreux. Le petit bonhomme voit sa mère se piquer. Drame. Elle quitte la famille. Drame. Son père boit. Drame. Le petit est nul à l'école. Drame. Son frère va en prison à cause de lui. Drame. Sa sœur tente de se prostituer pour faire comme sa mère. Drame. Il veut devenir lutteur mais il se rend compte que les combats sont organisés. Drame. Le chien de son ami lutteur est tué par son frère que veut se venger du petit gars... Drame. Drame. Drame.

Comme si les pauvres avaient jamais deux minutes de fun dans la vie! Rappelons-nous des excellents films de Marc-André Forcier sur la même « clientèle »; surtout de *Eau chaude, l'eau froide*. Les personnages avaient un plaisir fou à faire des coups pendables dans un monde sordide qui les meurtrissait. C'est ça la vie. Mais Forcier était lui-même issu de ce milieu. Pas Anaïs dixit INIS. S'il fallait que les pauvres du Québec vivent continuellement le drame à tout coup sans jamais avoir l'occasion d'en rire, les bourgeois auraient pas besoin de faire la lutte à la pauvreté (aux pauvres) ou un portrait sociologique cinématographié d'une vision de l'esprit!

IDÉAL DU CHANBOR



Les Festivals de films, ce sont des tapis rouges, des égos, des primeurs, des projections inespérées, de longues files d'attente, des cinéphiles en concentrés, beaucoup de café et quelques scènes parties dans une somnolence imprévue. Le Festival du Nouveau Cinéma (FNC) de cette année ne fut pas une exception. Dix jours de cinéma, c'est dix jours de surprises, chacune avec ses péripéties. Je vous ai raconté des films le mois dernier, cette fois-ci, je vous raconte le festival.

Il y a eu les déceptions, comme le documentaire de Nicolas Philibert qui nous avait offert *Être et avoir* il y a quelques années. Son *Retour en Normandie* touche moins. La narration constante tire le spectateur des histoires des personnages. Il ne s'agit que d'une grande introspection du réalisateur qui retourne sur les lieux de l'un de ses premiers films sur lequel il a travaillé. Je m'en serais passée.

*Retour en Normandie*, Nicolas Philibert, Les films d'ici, 2007, 113 minutes

Décevant aussi *La France*, où Camille se transforme en garçon pour retrouver son mari au front de la première guerre mondiale. On nous promettait lyrisme et poésie, avec un orchestre improvisé qui se mettait à chanter à tout moment. Le résultat est plus redondant qu'enlevant puisque c'est toujours la même musique qui raconte la même histoire, celle d'une fille aveugle. Quelques bons moments sur l'absurdité des guerres menées par des soldats contre des soldats alors que la justification est ailleurs, mais beaucoup de longueurs et trop de chansons.

*La France*, Serge Bozon, Les Films Pelléas, 2007, 102 minutes

Il y a eu des découvertes aussi. Outre les films que je vous ai présentés le mois dernier, notons *Caramel*, une comédie libanaise bien réussie qui raconte la vie de femmes de générations différentes et leurs efforts à ne pas être seules. Un film plein de silences, de regards, de non-dits, d'espoir et de tristesse, un film touchant.

*Caramel*, Nadine Labaki, Les films des Tournelles, 2007, 95 minutes

Jean Leclerc-Leloup-Deadwolf

Il va probablement bannir le Couac de ses futurs lancements, et bien tant pis. Lors d'une belle journée cinématographique, je m'aperçois d'un trou que son film *Ice Cream* comblerait parfaitement. Je tente le coup, même si la tendance mégalomane du feu chanteur ressuscité Artiss avec un grand «A» me tape un peu sur les nerfs. La file est longue de jeunes et de moins jeunes fébriles et impatients. Lorsque la salle est comble, le réalisateur fait sa présentation en marchant de long en large, de gauche à droite, s'agitant avec toute l'énergie qu'on lui connaît. Il s'insurge contre les journalistes, nous interdisant d'écrire sur ce qui se passe et se passera dans l'obscurité. Ne reculant devant aucun tabou, je vais vous dévoiler les «scoops» de son film.

L'histoire est simple. Un travesti prostitué se fait crever les yeux par une prostituée québécoise qui travaille au Vietnam. Quelques années plus tard, le fils de sa défunte sœur dont il a la garde tombe amoureux de cette même fille. Parallèlement, un couple dysfonctionnel vietnamien-québécois essaie d'élever leur fils obèse à

*Continental, un film sans fusil* nous offre une violence toute différente, celle de la solitude et de l'incapacité à communiquer avec les autres. Tout se passe dans une ville glauque, entre la banlieue et la région. Un vendeur d'assurance débarque d'un autobus en plein milieu de nulle part pour se perdre dans la forêt. Sa disparition bouleverse la vie de quelques personnages restés derrière. Même si les histoires se croisent, l'isolement de chacun reste palpable. Tellement bon qu'on s'ennuie, parce que la vie, c'est ennuyant et que ce film, c'est un peu comme la vie. La fin aurait pu être un peu plus travaillée, mais il faut reconnaître la qualité de ce film québécois qui ne tombe pas dans la facilité de l'humour ou du pathétisme habituel.

*Continental, un film sans fusil*, Stéphane LaFleur, micro scope, 2007, 103 minutes

Mais ce ne sont pas les comédies gentilles qui ont le plus marqué ce festival, c'est plutôt la violence, celle qui est physique, celle qui est psychologique, celle qui est. *Bog of Beast*, film brésilien interdit en Afrique du Sud pour des allégations de «pornographie juvénile» est insoutenable de violence. Chaque scène est une agression, chaque relation est un rapport de force brutal. Dans un village isolé, une jeune fille se déshabille alors que des hommes se masturbent en la regardant. Son grand-père qui l'élève est le proxénète. Par une morale tordue, il croit préserver la pureté de la jeune fille en la prostituant de surface. Autour d'eux, les autres personnages ne sont pas moins durs. Plusieurs insultes, plusieurs viols, aucun refuge. Difficile, mais le genre de difficile qui font les bons films.

*Baixio das Bestas*, Cláudio Assis, Parabólica Brasil, 2007, 80 minutes

travers les insultes du père, l'amour oedipien de la mère et les abus physiques des deux.

Le film est un «trip» d'amis qui, caméra à la main, sont partis s'amuser dans les rues de Hanoi. La version projetée lors du FNC n'est pas finale. Imaginons donc que les trous dans l'histoire et le montage assez ordinaire se trouveront améliorés par plus de travail. Ce qui ne changera pas, ce sont les piètres jeux d'acteurs. Ça me rappelle un film que des amis avaient fait au secondaire, juste pour rire, *La machine à café est scrappe...* Dans le deux cas, les acteurs s'amuse plus qu'ils n'ont de talent et croient qu'il suffit de faire semblant d'avoir un accent pour faire croire à un personnage. Le résultat devient un plaisir d'initiés que l'on regarde parce qu'on reconnaît une personne qu'on aime, pas plus. Cela dit, *La machine à café est scrappe* a fait salle comble les trois soirs qu'il a été présenté au prestigieux Cinéma Gaïeté de Matane et je n'imagine pas futur moins glorieux à *Ice Cream*.

*Ice Cream*, Jean Leclerc, 2007, 90 minutes

*La machine à café est scrappe*, Jaky Fortin, Guano production, 1999, 90 minutes

# Cette histoire oubliée

**N**OUS AVONS GRAND BESOIN DE L'OUVRAGE PUBLIÉ tout dernièrement par Benoît Lacoursière: *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*. Enfin, une histoire de ce mouvement qui peine à se comprendre lui-même et qui répète éternellement les mêmes dilemmes, les mêmes débats et les mêmes erreurs.

En histoire du Québec, on s'intéresse assez peu à la question étudiante. Pourtant, il est fort probable que ce soit le mouvement social dont le plus de gens aient déjà été membres. Qui plus est, le mouvement étudiant est un acteur social central sur la question de l'éducation, mais aussi, et souvent d'une manière insoupçonnée ou mal comprise, au niveau politique et social. Comprendre ce mouvement, c'est comprendre la genèse des situations politiques à venir. Tant les oppositions politiques et idéologiques que certains des protagonistes de notre histoire font leur entrée par la porte étudiante. Benoît Lacoursière réussit avec brio à tracer les contours de cette histoire oubliée.

## Un trou

Ce livre vient donc remplir un trou important et permet de mieux comprendre l'histoire récente du mouvement. Évidemment, l'ouvrage n'est pas écrit suivant une prétendue neutralité. Une réflexion politique est sous-jacente et l'auteur ne se gêne pas pour réfléchir sur l'efficacité des stratégies employées par les différents acteurs. Il ne se cache pas non plus pour généraliser ses impressions et choisir son camp. Sa thèse est simple: le mouvement étudiant est divisé. D'un côté, une élite organisée utilise le lobbying, la concertation et les actions purement médiatiques pour parvenir à ses fins (FAECQ, RAEU, FECQ, FEUQ). De l'autre, des groupes démocratiques tentent le coup de la mobilisation, des actions directes plus musclées et des gestes symboliques forts pour faire avancer le mouvement (ANEQ, MDE, ASSÉ). Son constat est sans partage: l'efficacité et la survie du mouvement étudiant sont assurées par ce deuxième groupe et mises en danger par le premier. S'il est difficile, par les temps qui courent, de ne pas être en accord avec cette prise de position, on peut néanmoins se poser des questions sur certains aspects de l'ouvrage.

## La faute aux ML?

Prenons, par exemple, la question de la mort de l'ANEQ au début des années '90. Lacoursière nous dresse un portrait assez simpliste d'une ANEQ contrôlée par le Groupe d'Action Socialiste (GAS ou AS, dépendant à qui vous parlez) qui aurait fait des erreurs stratégiques importantes lors des grèves de 1988 et 1990 et contre laquelle se seraient soulevées les associations membres. Si la thèse se défend sur certains points, elle paraît un peu simpliste et voile une partie de l'histoire.

Tout le monde convient de l'importance du GAS à la direction de l'ANEQ pendant les dix dernières années de la vie de cette organisation. Toutefois, le GAS n'est pas face à une «base» indéfinie et imprécise. L'opposition à son hégémonie s'organise autour de groupes trotskistes et anarchistes qui ont eux aussi leurs tactiques et stratégies. Des alliances temporaires entre certains de ces groupes et les moyens d'individus acharnés contre le GAS sont des facteurs non négligeables pour expliquer la mort de l'ANEQ. Il faut, bien entendu, reconnaître les torts du groupe ML plutôt sectaire, mais la responsabilité de la défaite étudiante du début des années '90 ne lui incombe pas entièrement.

## Question de forme

Sabotart qui publie l'ouvrage semble être une toute nouvelle maison d'édition militante fort sympathique. Son éditeur rappelait lors du lancement de l'ouvrage qu'ils travaillaient sur de vieilles presses et que le labeur avait été très imposant pour arriver à publier. On se sentirait donc très mal de cracher sur un tel effort.

Cependant, de graves lacunes au niveau de l'édition pour un ouvrage d'histoire exigent une mention. On serait prêt à accepter la page couverture qui donne l'impression de sortir tout droit des années '80 comme cette question n'a pas de conséquences sur le contenu. Toutefois, l'absence d'un index et même d'une table des matières (!) laisse pantois. Idem pour les entêtes de pages qui ne font pas référence au chapitre consulté. Nous sommes devant un livre d'histoire qui doit être lu comme un roman et dans lequel se retrouver rapidement devient complexe. On dira que ce n'est pas un drame. En effet, mais pour assurer la pérennité d'un ouvrage historique il faut faire en sorte qu'il soit consulté facilement, ce qui n'a pas été fait ici.

Quoiqu'il en soit, après le livre du *Couac*, il s'agit du deuxième meilleur cadeau de Noël à s'offrir cette année et à lire loin de la frénésie consumériste qui envahira les rues pour réfléchir à ce que nous pourrions faire de l'hiver qui s'en vient. Probablement pas un *best-seller*, mais certainement un *must* pour le monde militant.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

LACOURSIÈRE, Benoît, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, Sabotart, Montréal, 2007, 179 p.



écosociété

NOUVEAUTÉS



Collectif sous la direction de SERGE MONGEAU  
**Objecteurs de croissance**  
Pour sortir de l'impasse : la décroissance

Les objecteurs de croissance refusent de se laisser enrôler dans une machine économique vouée à une quête incessante de croissance, rentabilité, productivité. Pour sortir de l'impasse que représente une croissance infinie tout simplement impossible sur une planète aux ressources limitées, ils proposent une voie alternative via la décroissance.

ISBN 978-2-923165-34-9  
144 pages 14 \$

En 144 pages, les auteurEs déconstruisent les mythes tenaces de la croissance et dressent le portrait du concept de décroissance conviviale : rompre avec le développement durable, tordre le cou à la théorie économique de la rareté, établir une continuité avec la simplicité volontaire et proposer des solutions pour appliquer la décroissance à la santé, l'agriculture et la représentation politique.



COALITION POUR UN QUÉBEC DES RÉGIONS  
**Libérer les Québécois**  
Décentralisation et démocratie  
ISBN 978-2-923165-33-2 185 pages 18 \$

RICCARDO PETRELLA  
**Pour une nouvelle narration du monde**  
ISBN 978-2-923165-36-3 184 pages 20 \$



www.ecosociete.org

## LE PROBLÈME

Le capitalisme académique  
à l'Université d'Ottawa :

## « De la valorisation de la connaissance à la création de valeur »

L'inauguration récente d'un pavillon au nom de Paul Desmarais à l'Université d'Ottawa nous inquiète quant à la mutation du rôle de l'Université dans « l'économie du savoir ». Lorsque l'État réduit son financement, on constate que l'institution tend à se commercialiser et à entrer dans une logique de « capitalisme académique », où la connaissance n'est plus transmission de culture, mais un instrument servant à la création de valeur marchande.

À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA, le recteur Gilles Patry reconnaît que le sous-financement public provoque une dépendance croissante vis-à-vis des fonds privés. C'est pourquoi des donateurs sont invités à investir en retour de considérations futures, dont l'attribution de leur nom à un édifice ou à un département. Parmi ceux-ci, Paul Desmarais, magnat financier influent du secteur des communications, et Ian Telfer, président du conseil d'administration de Goldcorp, société minière canadienne qui « a été mise à l'amende par le gouvernement hondurien pour les actions d'une de ses filiales [...] qui a été accusée de pollution à l'arsenic et au cyanide dans la région autour de la mine à ciel ouvert de San Martin ». (Embassy Mag, 19 sept. 2007).

### Privatisation de l'espace universitaire

On peut constater que l'emprise grandissante du financement privé s'accompagne d'une commercialisation de l'espace public universitaire. Il suffit d'une brève visite sur le campus universitaire pour s'en convaincre. En lieu et place d'un café étudiant, le pavillon Desmarais s'est doté d'un Starbucks. La bibliothèque, quant à elle, a remplacé des espaces de travail par un Second Cup. Des étudiants qui protestaient lors de l'inauguration du Desmarais se sont vus refuser l'accès à notre université par les policiers et les agents de sécurité, sous prétexte que l'université est maintenant « une propriété privée ».

Nous déplorons que le campus universitaire ressemble de plus en plus à un centre commercial privé où les clients viennent acheter des connaissances instrumentales qui en feront de bons producteurs de contenu pour « l'économie du savoir ». La plupart d'entre nous serons réorientés dans des domaines techniques pour y acquérir les capacités d'être de bons gestionnaires flexibles sur le marché du travail.

### Le capitalisme académique

« Partenariat, gouvernance, excellence, innovation » : le langage managérial de nos administrateurs trahit déjà la mutation de l'institution universitaire en organisation dont le rôle est de gérer des flux de savoir en réponse immédiate à l'offre et à la demande de main d'oeuvre. Nous sommes en droit de nous demander si l'Université n'est pas en voie de se détourner alors de sa mission fondatrice (transmission d'une culture humaniste et critique) pour se brancher directement sur l'appareil productif.

À cet égard, le slogan du bureau de valorisation de la recherche et de transfert de la technologie de l'Université d'Ottawa, « De la valorisation de la connaissance à la création de valeur » [1], s'avère révélateur de la mise en place d'une logique de « capitalisme académique ». Ce bureau a pour rôle de « créer des partenariats stratégiques qui encouragent l'innovation, tout en facilitant le développement technologique et la commercialisation, afin de fournir aux chercheurs de l'Université d'Ottawa des services qui augmentent la visibilité de leurs recherches. »

Pour atteindre ces objectifs, le plan stratégique « Vision 2010 » de l'université appelle au développement des « avantages concurrentiels ». De plus en plus, le corps professoral se transforme en agrégat d'entrepreneurs-chercheurs qui doit prouver son excellence, sa capacité d'innovation et son potentiel de leadership... ce qui se mesure au nombre de subventions obtenues. Les étudiantEs sont appelé-e-s à investir dans leur potentiel ou « capital humain » afin de le faire fructifier à la Bourse des existences. Est-ce un hasard si la campagne de recrutement de l'Université d'Ottawa 2006-2007 avait pour thème : « I invest in myself » ?

### Société planétaire ou fin de la liberté académique ?

Les administrateurs de nos universités nous appellent à être des « citoyens du monde » dans une « société planétaire ». Mais quelle est au juste cette « société » à laquelle on nous somme de nous adapter sinon cette sphère d'échanges impersonnels où transitent des flux de savoir qui se transforment en flux de capitaux ?

Alors que sa mission devrait favoriser chez chaque individu autonome l'émergence d'un rapport critique au réel, lui-même ancré dans le partage d'un monde commun, l'Université tend de plus en plus à produire des personnes-objets dotées des capacités de s'adapter sans broncher aux sursauts de l'environnement économique « objectif ».

L'économie devient donc l'instance qui mène le monde, et les universités sont à sa remorque. Ceux qui refusent de se soumettre à cette logique darwinienne seront vite laissés derrière dans un nuage de poussière. C'est pourquoi, dans le capitalisme académique, les institutions universitaires perdent leur autonomie, et cela vaut aussi pour ceux et celles qui les fréquentent. Et c'est pourquoi nous craignons pour la liberté de penser.

Jean-François Bissonnette, doctorat en pensée politique

Marie-Hélène Choinière, maîtrise en pensée politique

Tina Lafrance, maîtrise en pensée politique et présidente de l'Association des Étudiant(e)s Diplômé(e)s en Études Politiques (AÉDÉP)

René Lemieux, doctorat en pensée politique

Eric Mallette, maîtrise en pensée politique

Eric Martin, Maxime Ouellet et Julie Paquette, doctorat en pensée politique

Martin Parrot, maîtrise en pensée politique

Olivier Roy, maîtrise en politique canadienne

Seamus Wolfe, vice-président aux affaires universitaires, Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa.

## LA SOLUTION

LE RÉSEAU POSTSECONDAIRE QUÉBÉCOIS est en crise puisqu'il ne parvient pas à remplir adéquatement sa mission. Cette crise se traduit par trois symptômes distincts, mais liés les uns aux autres : (1) le sous-financement structurel des institutions d'enseignement, (2) la privatisation des sources de revenus de ces institutions et (3) l'inaccessibilité à l'éducation postsecondaire pour les plus démunis.

Évalué à 620 M\$ pour l'ensemble des cégeps et des universités, le sous-financement du réseau postsecondaire n'est pas le fruit du hasard, mais bien la conséquence prévisible d'un désengagement étatique qui a cours depuis vingt ans. Si, en 1988, l'État québécois participait à 87 % du financement des universités, il n'y participe plus qu'à hauteur de 71 % aujourd'hui.<sup>2</sup> En comparaison, durant la même période, les cotisations étudiantes et les fonds injectés par le secteur privé ont plus que doublé.

Rappelons qu'en 1989, le gouvernement québécois a mis en place un dégel des frais de scolarité qui devait servir à régler la question du sous-financement. L'expérience a été un échec retentissant, même si le gouvernement s'était engagé à lier la hausse des frais à un réinvestissement dans l'éducation postsecondaire. En fait, le dégel des frais imposé aux étudiants s'est accompagné d'un retrait de l'État, en somme, d'un transfert de la responsabilité du financement postsecondaire de l'État vers les individus et ce, sans jamais entreprendre de s'attaquer sérieusement aux problèmes du sous-financement. Devrait-on se commettre à nouveau aujourd'hui dans ce cercle vicieux ?

Le transfert des sources du financement postsecondaire, du public vers le privé, n'est pas anodin ; il ne relève pas de la fatalité économique ou budgétaire. Au contraire, il se rapporte à une idéologie et c'est précisément ce système d'idées que l'on passe sous silence lorsque l'on confine la thématique de l'éducation à un débat uniquement administratif. Une brève revue de la littérature et de la couverture médiatique récente nous permet de voir que l'augmentation des frais de scolarité est présentée comme une politique inéluctable et juste puisque l'on tend à réduire les étudiants à un rôle de strict agent économique. Selon cette logique, on affirmera que chaque étudiant investit dans sa formation professionnelle et qu'il pourra récolter les retours sur les investissements s'il effectue des choix rentables. Il s'agit essentiellement de la logique du marché appliquée à l'éducation.

Ce qu'une analyse de la sorte ne considère pas, c'est que les

## Utopique, la gratuité scolaire ?

jeunes qui désirent entreprendre des études supérieures ne sont pas sur un pied d'égalité au moment de se lancer dans un cheminement académique. On constate que la fréquentation universitaire est supérieure de près de 250 % chez les jeunes provenant des familles mieux nanties que chez ceux qui sont issus de familles défavorisées.<sup>3</sup> C'est donc dire qu'il existe bel et bien un problème d'accessibilité à l'éducation postsecondaire et que ce sont les moins nantis qui font les frais de ce déséquilibre.

L'imposition d'une tarification n'est pas étrangère à ce phénomène discriminatoire. Une étude hautement révélatrice réalisée pour le compte du Conseil des Ministres de l'Éducation du Canada montre comment les frais de scolarité constituent une barrière à l'entrée qui bloque l'accès des plus démunis à l'éducation postsecondaire.<sup>4</sup> Bref, on retrouve en matière d'éducation les conséquences régulières de la logique de marché que nous avons identifiée plus haut : le système mis en place profite à une poignée de mieux nantis aux dépens de la majorité et surtout, de l'universalité des chances.

### L'augmentation du investissement public : la seule solution à la fois juste et viable

À prime abord, la question des sources de financement du système d'éducation pourrait sembler d'ordre secondaire. Quelle importance recèle la provenance des fonds si on peut ainsi éviter la banqueroute de l'éducation ? Le plus urgent, diront plusieurs, n'est-il pas d'assurer de nouveaux investissements et ce, qu'ils soient publics ou privés ou encore qu'ils proviennent carrément de la poche des étudiants ? Bien évidemment, les choses ne sont pas si simples.

C'est ainsi que l'on nous propose d'élargir la part du financement privé. On préconisera alors une augmentation des frais de scolarité sans tenir compte des « dommages collatéraux » tel que l'effet négatif sur la fréquentation des plus démunis. À titre d'exemple, on sait qu'aux États-Unis chaque augmentation des frais de scolarité de 1000 \$ se traduit par une diminution de 19 % de la fréquentation de jeunes provenant de familles défavorisées.<sup>5</sup>

De plus, le retrait du gouvernement dans le financement des institutions d'enseignement génère un vide comblé à la va-vite par l'augmentation des investissements privés. Le changement d'identité des bailleurs de fonds se traduit

invariablement par une réorientation de la mission universitaire. C'est dans un portrait comme celui-ci qu'apparaissent des aberrations telles que des centres de recherche sur l'environnement dont le financement dépend entièrement d'entreprises qui polluent de façon éhontée. Une fois l'éducation subordonnée à cette dynamique, c'est la capacité de penser de la société dans son ensemble qui s'atrophie.

En outre, l'alternative qui s'offre à la collectivité consiste à réaffirmer le rôle du secteur public dans le financement du réseau postsecondaire et ainsi assurer une plus grande accessibilité et une connaissance plus libre que celle qui dépend d'intérêts économiques à court terme. La confirmation du caractère indispensable des pouvoirs publics dans le financement de l'éducation postsecondaire devrait prendre deux formes distinctes. D'abord, il est primordial de régler le sous-financement structurel qui pousse nos universités à chercher des sources de revenus privées pour boucler leurs budgets. Ensuite, l'abolition complète de la tarification de l'éducation postsecondaire peut corriger les déséquilibres sociaux liés à la fréquentation postsecondaire puisqu'elle permet de soustraire l'éducation à une logique de consommation et de poser un geste sans équivoque au regard du type d'éducation qui sera dorénavant offerte au Québec.

Les arguments invoquant la fatalité économique ou le caractère inévitable des hausses de frais ne sauraient donc se substituer à un véritable débat sur l'éducation, c'est-à-dire un débat dont les chiffres et les calculs avancés n'occultent pas les valeurs qui sous-tendent les choix que fait une société dans un domaine aussi vital.

MARC DAOUD et PHILIPPE HURTEAU, chercheurs à l'IRIS

1 Daoud, Marc et Hurteau, Philippe : Gratuité scolaire et réinvestissement postsecondaire : Trois scénarios d'application, IRIS, 2007, 25 pages.

2 Dépenses en enseignement universitaire selon la provenance directe des fonds, Statistique Canada, 2003.

3 Drolet, Marie : Participation aux études postsecondaires au Canada : le rôle du revenu et du niveau de scolarité des parents a-t-il évolué au cours des années 1990?, Statistique Canada, 2005, p. 39.

4 Investir dans leur avenir : une enquête sur le soutien financier en matière d'éducation postsecondaire, EKOS Research Associates, 2006, p. 166.

5 St. John, Edward et Michael B. Paulsen, « Social Class and College Costs : Examining the Financial Nexus Between College Choice and Persistence », The Journal of Higher Education, vol. 73, n° 2, mars/avril 2002, p. 189-236.

### Kirpan

Une femme de Québec refuse d'envoyer son enfant dans une école où il est possible de porter un kirpan : « Un matin, ils [élèves portant le kirpan] se

lèvent et cela ne va pas bien, ils peuvent s'en servir comme d'une arme. » Un couacquoise refuse d'envoyer son enfant dans une école où la possession d'un crayon est autorisée : « Un matin, ils [élèves ayant un

crayon] se lèvent et cela ne va pas bien, ils peuvent s'en servir comme d'une arme. » Dans le premier cas, il n'y a jamais eu d'attaque avec un kirpan. Des attaques avec un crayon par contre...

### Choléra

Il est entré à Bagdad. Les Étasuniens n'en sont pas sorti.

ABONNEZ-VOUS!  
ABONNEZ-VOUS!  
www.lecouac.org

